



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Soixantième session

Bonn, 3-13 juin 2024

Point 10 c) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives à l'adaptation

Plans nationaux d'adaptation

**Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du
processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux
d'adaptation, et informations sur l'expérience acquise,
les meilleures pratiques, les enseignements à retenir,
les lacunes et les besoins, et l'appui fourni et reçu**

Rapport de synthèse du secrétariat*

Résumé

Le présent document rassemble les informations disponibles au 31 mars 2024 sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation, l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins, et l'appui fourni et reçu dans le cadre du processus, conformément au paragraphe 3 c) de la décision 3/CP.26. On y trouvera également des informations sur les progrès réalisés au regard des principes directeurs du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation énoncés au paragraphe 3 de la décision 5/CP.17.

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que toutes les contributions pertinentes puissent y figurer.



Abréviations et acronymes

CDN	Contribution déterminée au niveau national
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
COP	Conférence des Parties
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
Fonds pour les PMA	Fonds pour les pays les moins avancés
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques
FVC	Fonds vert pour le climat
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
Outil de suivi et d'évaluation des progrès	Outil de suivi et d'évaluation des progrès, de l'efficacité et des lacunes du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation
PEID	Petit(s) État(s) insulaire(s) en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNA	Plan national d'adaptation
PNA-Ag	Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SEI	Institut de Stockholm pour l'environnement
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa vingt-sixième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) de commencer à évaluer, à sa soixantième session, les progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation (PNA) visé au paragraphe 19 de la décision 8/CP.24 et de lui transmettre des recommandations à ce sujet, pour examen et adoption à sa vingt-neuvième session¹. Afin que le SBI soit en mesure d'amorcer cette évaluation, elle a également prié le secrétariat d'établir un rapport de synthèse sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins, et l'appui fourni et reçu dans le cadre du processus, en tenant compte des informations figurant dans les rapports nationaux soumis en vertu de la Convention, des renseignements visés aux paragraphes 3 a) et 3 b) de la décision 3/CP.26, des renseignements provenant de manifestations pertinentes, y compris des Expos PNA, et des informations provenant d'autres sources².

B. Champ d'application

2. Le présent rapport contient un résumé des informations disponibles au 31 mars 2024 sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins et l'appui fourni et reçu, ainsi que sur l'application des principes directeurs du processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Les renseignements fournis proviennent des sources suivantes :

- a) Les communications³ de Parties et d'organisations concernées ;
- b) Les réponses au questionnaire en ligne⁴ sur les PNA soumises par les Parties sur la plateforme NAP Central ;
- c) Les rapports d'activité sur le processus d'élaboration et d'exécution des PNA établis dans le cadre des cinquante et unième, cinquante-deuxième à cinquante-cinquième, cinquante-septième et cinquante-neuvième sessions du SBI⁵ ;
- d) Les PNA soumis au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (ci-après dénommée « la Convention »)⁶ ;
- e) Les initiatives du Groupe d'experts des pays les moins avancés (LEG), dont l'initiative Open NAP (PNA pour tous) et les dialogues nationaux sur les PNA ;
- f) La quarante-cinquième réunion du LEG ;
- g) Les informations communiquées par les organisations concernées.

II. Vue d'ensemble du processus des plans nationaux d'adaptation

3. À sa seizième session, la Conférence des Parties a établi le processus d'élaboration et d'exécution des PNA pour permettre aux Parties appartenant à la catégorie des pays les moins avancés (PMA) d'élaborer leurs PNA et de les exécuter de sorte à définir les besoins

¹ Décision 3/CP.26, par. 2.

² Décision 3/CP.26, par. 3 c).

³ <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

⁴ <https://napcentral.org/nap-questionnaire>.

⁵ FCCC/SBI/2019/INF.15, FCCC/SBI/2020/INF.13 et FCCC/SBI/2021/INF.7, FCCC/SBI/2022/19 et Corr.1, et FCCC/SBI/2023/18, respectivement.

⁶ <https://napcentral.org/submitted-NAPs>.

d'adaptation à moyen et long termes et à concevoir et exécuter des stratégies et des programmes propres à y répondre. Elle a également invité d'autres pays en développement parties à appliquer les modalités élaborées pour faciliter le processus des PNA⁷. On trouvera à l'annexe I des précisions sur certaines décisions en rapport avec les PNA adoptées au fil des ans.

4. Les objectifs du processus des PNA sont les suivants⁸ :

a) Réduire la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience ;

b) Intégrer de manière cohérente l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, les programmes et les travaux pertinents, nouveaux ou en cours, en particulier les processus et les stratégies de planification du développement, dans tous les secteurs concernés et à différents niveaux, selon qu'il convient.

5. Les PNA sont élaborés suivant des lignes directrices initiales⁹ et les directives techniques établies par le Groupe d'experts des PMA¹⁰.

6. L'élaboration et l'exécution des PNA se déroulent sur la base des principes suivants : garantir un processus continu, progressif et itératif qui ne soit pas contraignant ; permettre une action maîtrisée et impulsée par les pays ; adopter une approche soucieuse de l'égalité des sexes, participative et transparente, en prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables ; utiliser les meilleures données scientifiques disponibles et les connaissances traditionnelles et autochtones¹¹.

7. L'élaboration et l'exécution des PNA sont financées, entre autres, grâce au Fonds vert pour le climat (FVC), au Fonds pour les PMA et au Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC). À sa dix-septième session, la Conférence des Parties a approuvé l'instrument de gouvernance du FVC¹², dans lequel le Fonds s'engage à aider les pays en développement à appliquer des approches fondées sur des projets et des programmes conformément aux plans nationaux d'adaptation. À sa dix-huitième session, elle a chargé le FVC de contribuer au financement des activités menées pour faciliter les préparatifs du processus des PNA à l'aide du Fonds pour les PMA et, pour les pays en développement qui ne sont pas des PMA, du FSCC¹³. À sa vingt et unième session, elle a prié le FVC d'accélérer la fourniture de l'appui destiné aux PMA et à d'autres pays en développement parties aux fins de l'élaboration des PNA et de l'exécution des politiques, des projets et des programmes qui y seraient définis¹⁴. Le FVC soutient l'élaboration des PNA par l'intermédiaire de son Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, mais il doit encore accélérer l'appui en faveur de leur exécution, comme il lui a été demandé.

8. Le Groupe d'experts des PMA et d'autres organes constitués au titre de la Convention, des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations concernées ainsi que des organismes bilatéraux et multilatéraux fournissent un appui technique, notamment par la voie de programmes d'assistance. Avec d'autres organisations, le Groupe d'experts des PMA a créé le groupe de travail technique sur les PNA et des sous-groupes pour faire avancer ses travaux d'orientation et d'appui technique dans le cadre des PNA et faciliter la coordination des activités de tous les acteurs qui fournissent une assistance.

⁷ Décision 1/CP.16, par. 15 et 16.

⁸ Décision 5/CP.17, par. 1.

⁹ Décision 5/CP.17, annexe.

¹⁰ LEG. 2012. *National adaptation plans: technical guidelines for the national adaptation plan process*. Bonn : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/node/319>.

¹¹ Décision 5/CP.17, par. 2 à 4.

¹² Décision 3/CP.17, par. 2. L'instrument de gouvernance figure à l'annexe de cette décision.

¹³ Décision 12/CP.18, par. 1 et 4.

¹⁴ Décision 1/CP.21, par. 46.

9. À sa cinquième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) a engagé les Parties qui ne l'avaient pas encore fait à mettre en place leurs plans, politiques et processus nationaux de planification en matière d'adaptation d'ici à 2025 et à les exécuter progressivement d'ici à 2030¹⁵.

III. Progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution des plans nationaux d'adaptation et informations sur l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins et l'appui fourni et reçu

10. Au 20 avril 2024, 54 pays en développement, dont 22 PMA et 12 petits États insulaires en développement (PEID)¹⁶, et un pays développé avaient élaboré un PNA et l'avaient soumis et diffusé sur la plateforme NAP Central¹⁷. Six pays avaient soumis des PNA sectoriels¹⁸ pour, entre autres, l'agriculture, la biodiversité, les villes et les infrastructures, les zones côtières, les écosystèmes, la pêche et l'aquaculture, l'industrie et l'eau. Beaucoup de pays avaient également élaboré un PNA pour le secteur de la santé mais ne l'avaient pas soumis sur la plateforme NAP Central¹⁹.

A. Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus des plans nationaux d'adaptation

1. Réduire la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience

11. Le premier des deux grands objectifs du processus des PNA consiste à réduire la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience. Sa réalisation dépend en grande partie de la bonne application, aux niveaux local, national et régional, de mesures propres à réduire la vulnérabilité des personnes et des systèmes face aux effets des changements climatiques et à d'autres menaces.

12. Les PNA soumis mettent en lumière les dangers et risques climatiques particuliers qui pèsent sur les pays et décrivent les conséquences et vulnérabilités qui en découlent ainsi que les mesures d'adaptation choisies pour y remédier. Les risques climatiques les plus couramment mentionnés sont la sécheresse, les inondations, l'augmentation de la température de l'air, l'élévation du niveau de la mer et la dégradation des terres et des forêts. La plupart des PEID étaient particulièrement préoccupés par l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des cyclones et des typhons et exprimaient plus souvent des craintes au sujet des ondes de tempête. La dégradation des terres et des forêts suscitait une grande inquiétude parmi les pays d'Amérique du Sud, qui étaient nombreux à la considérer comme une menace majeure pour la région.

13. Les conséquences des aléas climatiques mentionnées étaient les suivantes : baisse du rendement des cultures, accélération de la dégradation des sols, épidémies de maladies animales, pertes d'animaux d'élevage, diminution des volumes d'eau disponibles, salinisation de l'eau, disparition d'écosystèmes et appauvrissement de la biodiversité, accélération de l'érosion côtière, détérioration des infrastructures et fréquence accrue des incendies de forêt. La figure 1 indique le nombre de PNA dans lesquels des risques climatiques particuliers avaient été mentionnés au 31 mars 2024.

14. Les PNA soumis précisent également les domaines thématiques dans lesquels les pays jugent indispensable d'intervenir pour atténuer la vulnérabilité face aux effets néfastes des changements climatiques. Outre les domaines les plus couramment cités, qui sont indiqués à

¹⁵ Décision 1/CMA.5, par. 59.

¹⁶ Haïti, Kiribati et le Timor-Leste figurent parmi les PEID et sont aussi des PMA.

¹⁷ Disponibles aux adresses suivantes : <https://napcentral.org/submitted-NAPs> et <https://napcentral.org/developedcountriesnaps>.

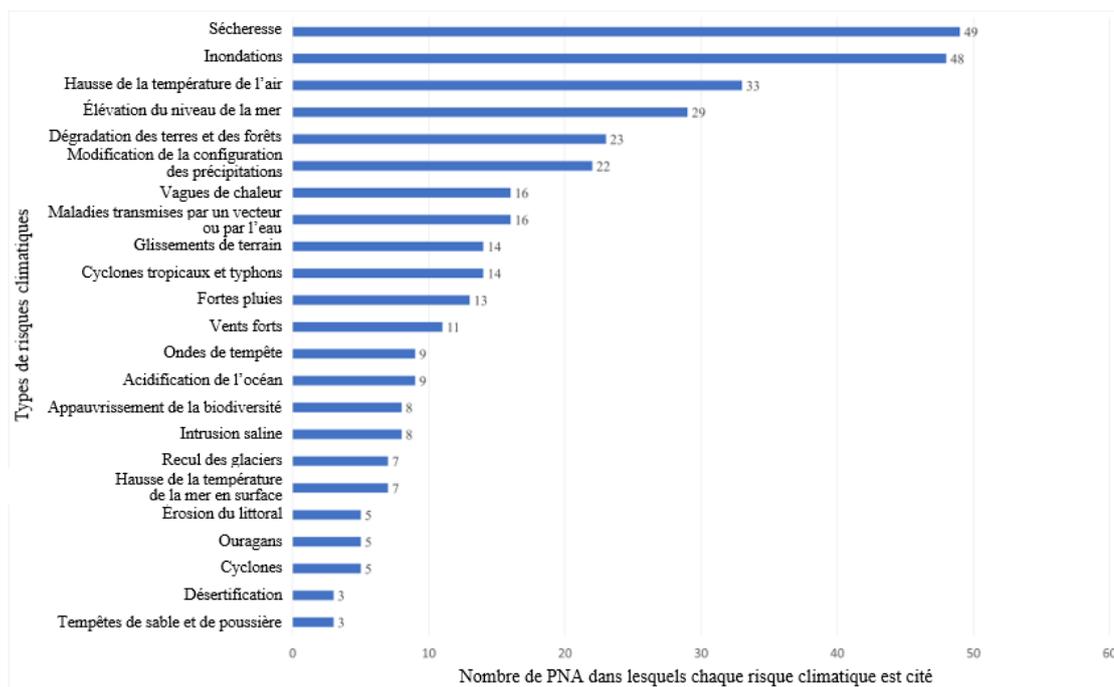
¹⁸ Disponibles à l'adresse suivante : <https://napcentral.org/sectoral-naps>.

¹⁹ Voir <https://www.atachcommunity.com/our-impact/commitment-tracker/attach-baselines>.

la figure 2, des priorités en matière d'adaptation dans des secteurs tels que le tourisme, les zones urbaines, l'exploitation minière et l'industrie ont été définies dans les PNA. Des exemples d'objectifs d'adaptation fixés dans les PNA, dont beaucoup sont alignés sur les objectifs du Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale, sont donnés dans le tableau 1²⁰.

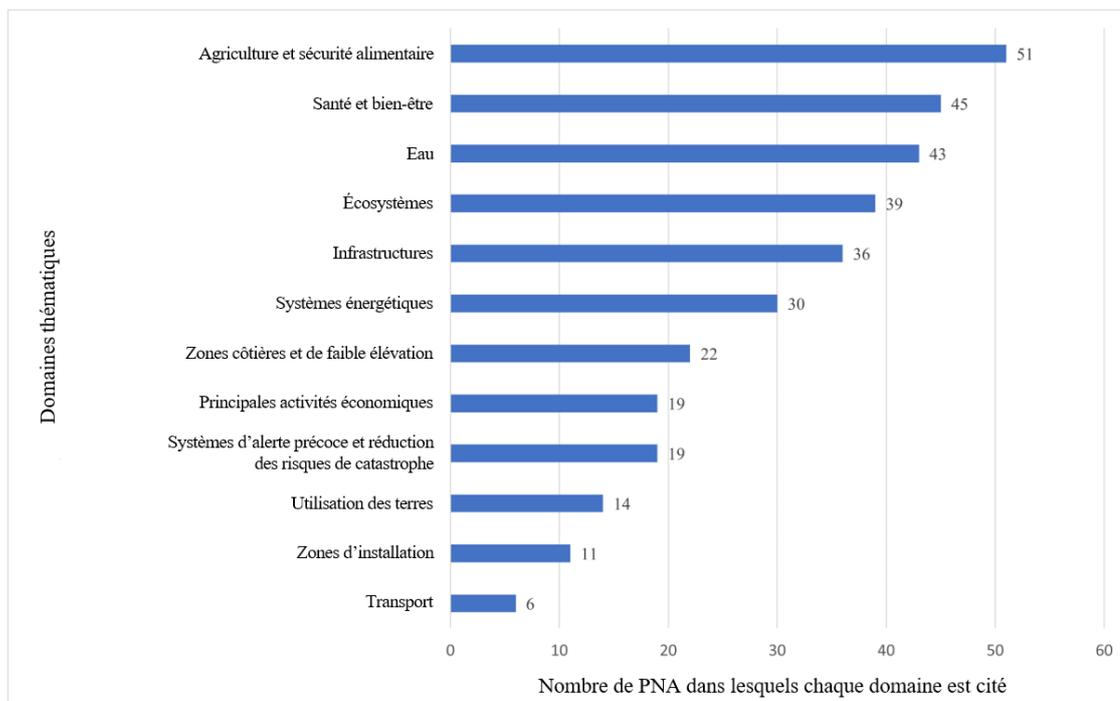
²⁰ Voir la décision 2/CMA.5, par. 9 et 10.

Figure 1
Nombre de plans nationaux d’adaptation citant des risques climatiques particuliers, au 31 mars 2024



Remarque : Il peut y avoir des informations sur plusieurs risques climatiques et leurs conséquences dans un PNA.

Figure 2
Principaux domaines thématiques cités dans les plans nationaux d’adaptation dans lesquels des pays jugent indispensable d’intervenir pour réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques, au 31 mars 2024



Remarque : Les domaines thématiques se fondent sur une taxinomie tirée des PNA.

Tableau 1
Exemples d'objectifs d'adaptation définis dans les plans nationaux d'adaptation, par domaine thématique

<i>Domaine thématique</i>	<i>Objectifs d'adaptation</i>
Agriculture et sécurité alimentaire	<p>Renforcer la résilience de l'agriculture face à la sécheresse</p> <p>Développer des systèmes agricoles résilients face au climat au service de l'alimentation, de la nutrition et de la sécurité des moyens d'existence</p> <p>Établir une base pour l'approvisionnement alimentaire et sa stabilité, l'accès à la nourriture et la sécurité sanitaire des aliments face à la multiplication des risques liés aux changements climatiques</p> <p>Renforcer la résilience d'un pourcentage de la population face aux changements climatiques en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la sécurité hydrique</p> <p>Améliorer les moyens d'existence des populations rurales en établissant des systèmes de production animale et végétale durables moins vulnérables face aux effets des changements climatiques</p>
Patrimoine culturel	<p>Développer les approches intergénérationnelles en matière d'adaptation</p> <p>Adopter une approche définie de manière indépendante en matière d'adaptation, qui protège le patrimoine culturel et profite aux générations suivantes</p>
Systèmes d'alerte précoce et gestion globale des risques	<p>Améliorer les systèmes d'alerte précoce et les informations connexes afin qu'ils servent de base aux actions menées en réponse à des phénomènes climatiques extrêmes</p> <p>Garantir la protection contre la variabilité du climat et les catastrophes naturelles dues aux changements climatiques</p> <p>Concevoir et lancer un système en ligne permettant de suivre les effets des changements climatiques et de diffuser des informations à leur sujet afin de mieux les faire connaître</p>
Écosystèmes	<p>Promouvoir l'adoption de solutions fondées sur la nature pour protéger les forêts et la biodiversité et garantir le bien-être des populations</p> <p>Élaborer des stratégies d'adaptation écosystémique dans les zones exposées au risque de phénomènes extrêmes et d'autres effets des changements climatiques</p> <p>Améliorer la gestion et la préservation des zones protégées et des écosystèmes les plus importants</p>
Finances	<p>Assurer une mobilisation et une répartition équitables des ressources destinées à l'adaptation grâce aux financements nationaux et internationaux, à la recherche et à la technologie</p>
Santé	<p>Renforcer la capacité d'adaptation afin de protéger la santé, la vie, les moyens d'existence et le bien-être des personnes face aux effets néfastes des changements climatiques</p> <p>Créer un réseau chargé d'étudier les questions relatives au climat et à la santé, de suivre l'évolution de la situation dans ces domaines et de communiquer des informations à ce sujet pour approfondir les connaissances techniques et scientifiques et améliorer la prise de décisions</p> <p>Prendre des mesures pour surveiller et combattre les maladies humaines sensibles au climat</p>

Domaine thématique	Objectifs d'adaptation
	Renforcer les mesures de lutte contre le paludisme et d'autres maladies sensibles au climat
Infrastructures	Développer des villes intelligentes face à l'évolution du climat pour améliorer l'environnement et le bien-être en milieu urbain
Eau	Garantir la disponibilité d'une eau potable de qualité Créer une structure de gouvernance de l'eau qui tienne compte de l'évolution du climat

Remarque : Les domaines techniques sont tirés des PNA soumis, dont certains sont alignés sur le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale.

15. La plupart des pays prennent des mesures d'adaptation projet par projet. Au 26 mars 2024, le Conseil d'administration du FVC avait approuvé 105 projets d'adaptation dans 48 pays ayant soumis des PNA, soit un financement à hauteur de 6,4 milliards de dollars des États-Unis.

2. Faciliter l'intégration cohérente de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, les programmes et les travaux pertinents, nouveaux ou en cours

16. Les pays s'efforcent constamment de faciliter l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement, conformément au deuxième grand objectif du processus des PNA, en menant les activités suivantes : renforcement des institutions, établissement de mécanismes de coordination, harmonisation des mécanismes d'exécution des PNA avec d'autres mécanismes internationaux et intégration de l'adaptation dans les priorités, les plans et les programmes locaux et nationaux.

17. La plupart des pays ont adopté des politiques et des lois relatives aux changements climatiques qui intègrent l'adaptation dans les plans, les stratégies et les activités de développement à l'échelle nationale. Certains ont émis des ordonnances, des décrets et des politiques directement liés aux PNA, tandis que d'autres ont mis en place des cadres réglementaires, des politiques et des plans où le mandat, les rôles et les responsabilités des différents acteurs concernant l'élaboration et l'exécution des PNA sont clairement définis.

18. Presque tous les PNA mentionnent un mécanisme de coordination de l'élaboration des PNA par l'intermédiaire de comités consultatifs et directeurs, d'organes interministériels, d'équipes spéciales ou de groupes de travail techniques.

19. Plusieurs pays ont intégré ou sont en train d'intégrer les mesures d'adaptation dans les systèmes de planification et d'établissement du budget des pouvoirs publics locaux, notamment dans le cadre de projets de marquage des dépenses consacrées au climat²¹ et du Mécanisme de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)²². Le Japon, par exemple, a élaboré des plans d'adaptation pour 241 administrations locales dans les 47 préfectures du pays.

20. De nombreux pays voient leurs PNA comme un moyen d'appliquer d'autres grands programmes internationaux, tels que les objectifs de développement durable (ODD), le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et d'autres accords et conventions internationaux. Le Brésil, par exemple, a déclaré que son PNA contribuait à la réalisation de 15 ODD sur 17.

21. Les pays ont aussi souligné que leur PNA était aligné sur d'autres documents nationaux établis au titre de la Convention, tels que les contributions déterminées au niveau

²¹ Arménie, Bangladesh, Colombie, Équateur, Ghana, Mozambique, Népal et Philippines.

²² Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Fidji, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Pakistan, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie, Tuvalu, Vanuatu et Zambie.

national (CDN), les communications relatives à l'adaptation et les stratégies à long terme de développement à faible taux d'émission. Parmi les 152 CDN²³ qui avaient été communiquées par des pays en développement au 31 mars 2024, 116 mentionnent les PNA et beaucoup contiennent des informations sur la manière dont la composante de la CDN relative à l'adaptation sera harmonisée avec le PNA. Le Bhoutan, le Maroc, le Népal, le Timor-Leste et la Zambie ont soumis un PNA en guise de communication relative à l'adaptation. Plusieurs pays ont aussi jugé utile de mettre leur PNA en conformité avec le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale afin de renforcer leurs efforts d'adaptation.

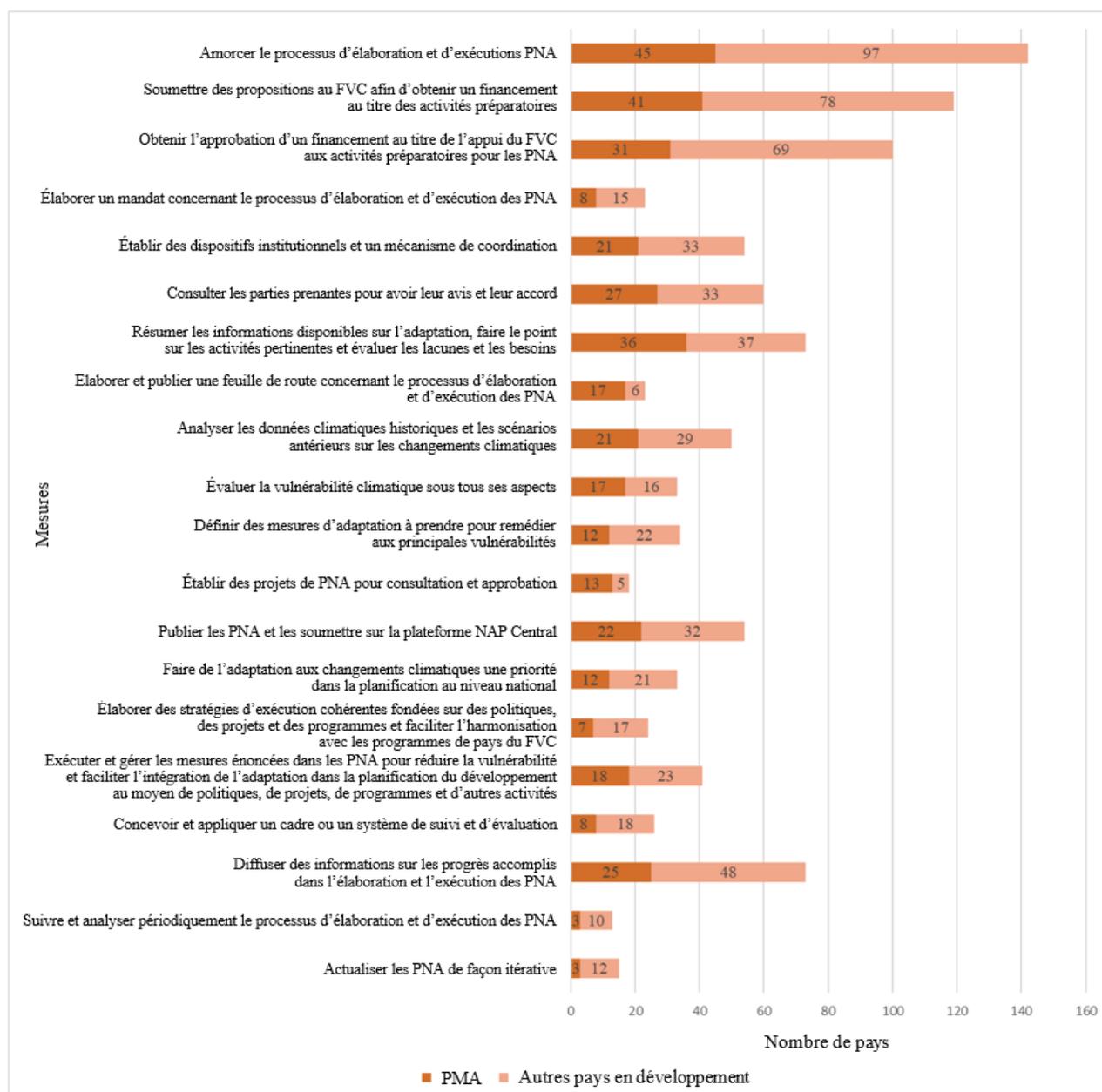
B. Progrès accomplis dans l'accomplissement des fonctions essentielles du processus des plans nationaux d'adaptation et l'obtention de résultats dans le cadre du cycle d'adaptation

22. Les pays obtiennent largement les résultats correspondant aux composantes du cycle d'adaptation relatives à la planification, à l'évaluation, à l'exécution et au suivi, qui sont aussi les quatre volets du processus des PNA. Les mesures prises à ce jour par les pays en développement parties dans le cadre du processus des PNA sont présentées à la figure 3.

²³ D'après les CDN les plus récentes communiquées par chaque pays.

Figure 3

Mesures prises par les pays en développement dans le cadre du processus des plans nationaux d'adaptation, au 20 avril 2024



23. **Composante A : Établir des bases et combler les lacunes.** Tous les pays ayant soumis un PNA y ont identifié les institutions chargées de planifier et de coordonner l'élaboration du PNA et, dans certains cas, celles qui s'occupent de l'exécution et du suivi du PNA.

24. **Composante B : Éléments préparatoires.** Quelques pays ont donné dans leur PNA une description détaillée des méthodes employées pour procéder à des évaluations de la vulnérabilité – notamment l'établissement de modèles climatiques de haute résolution, la collecte de données et l'utilisation de scénarios –, mais la plupart ont présenté les résultats de leurs évaluations sans description précise. Certains pays ont jugé intéressant d'utiliser les évaluations de la vulnérabilité déjà établies de manière détaillée dans leurs communications nationales, tandis que d'autres se sont servis des cadres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Beaucoup ont souligné les lacunes à combler et les difficultés à surmonter dans le cadre des évaluations de la vulnérabilité.

25. **Composante C : Stratégies d'exécution.** Au total, 52 PNA sur les 54 soumis indiquent des mesures d'adaptation à prendre dans les domaines et secteurs prioritaires au niveau national. La plupart des pays ont hiérarchisé ces mesures sur la base d'une analyse qualitative et après avoir consulté les parties prenantes, ce qui s'expliquait, dans certains cas, par un manque de données quantitatives. Au Niger, par exemple, l'analyse coûts-avantages des moyens d'adaptation n'ayant pas été possible faute de données quantitatives, il a été procédé à une analyse multicritères à partir des points de vue des parties prenantes. Certains pays donnaient des précisions sur les objectifs, les résultats attendus, notamment à différentes échéances, et les organismes d'exécution, parfois avec les coûts estimés des mesures d'adaptation. Une partie d'entre eux donnait la priorité à des projets qui auraient d'autres retombées positives, telles que l'atténuation et de meilleures garanties environnementales.

26. **Composante D : Notification, suivi et examen.** Si la plupart des pays ayant soumis un PNA ont dit faire appel à un système national de suivi et d'évaluation existant pour élaborer et exécuter leur PNA, certains ont déclaré avoir l'intention de concevoir un système de ce type dans le cadre d'une activité future ou de leur projet de planification des PNA au titre du FVC. Bien que les pays s'efforcent d'établir de nouveaux systèmes de suivi et d'évaluation ou d'améliorer ceux qui existent déjà, comme on le voit à l'annexe II, le manque global de systèmes fiables fait qu'il est difficile d'évaluer la qualité et l'efficacité des mesures d'adaptation et d'apporter les changements nécessaires, notamment dans les versions ultérieures des PNA.

27. Il est important d'accomplir un travail de communication en ce qui concerne le processus d'élaboration et d'exécution des PNA pour renforcer l'action en faveur de l'adaptation. Les pays ont insisté sur l'importance du renforcement des mécanismes qui facilitent la communication, la coordination et l'échange d'informations entre les parties prenantes ainsi que du recueil et de la diffusion de données sur les meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience. Le Kenya, par exemple, a mis sur pied une base de données spéciale pour le PNA afin d'améliorer la gestion des connaissances et la communication en ce qui concerne les mesures d'adaptation et le renforcement de la résilience. Dans leurs PNA respectifs, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Panama et le Pérou ont souligné qu'il était important de communiquer efficacement pour mieux faire connaître les mesures d'adaptation, tandis que le Cambodge et Sainte-Lucie ont élaboré des stratégies pour la communication en rapport avec leurs PNA.

C. Progrès accomplis dans l'application des principes directeurs du processus des plans nationaux d'adaptation

28. On trouvera dans la présente section des exemples illustrant la manière dont les pays appliquent les principes directeurs du processus des PNA visés au paragraphe 6.

1. Garantir un processus continu, progressif et itératif qui ne soit pas contraignant

29. La plupart des pays ayant soumis un PNA s'y engagent à l'actualiser, son élaboration et son exécution se faisant suivant un processus itératif qui doit être guidé par des évaluations de meilleure qualité afin que les nouveaux effets puissent être pris en compte et que les priorités et les coûts puissent être actualisés sur la base de données, d'évaluations et d'informations plus récentes au sujet des changements climatiques. Le Paraguay, par exemple, a soumis son premier PNA en 2017 puis, en 2021, une version actualisée sur la base d'une évaluation de la version antérieure et de ses CDN révisées ; le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a publié son troisième programme national d'adaptation en juillet 2023 en s'appuyant sur les évaluations des risques liés aux changements climatiques qui sont menées tous les cinq ans et qui alimentent le programme d'adaptation.

2. Permettre une action maîtrisée et impulsée par les pays et tirer parti des efforts d'adaptation en cours

30. Les pays tirent parti des activités de planification et d'exécution des mesures d'adaptation actuelles et passées, notamment celles menées au titre des communications

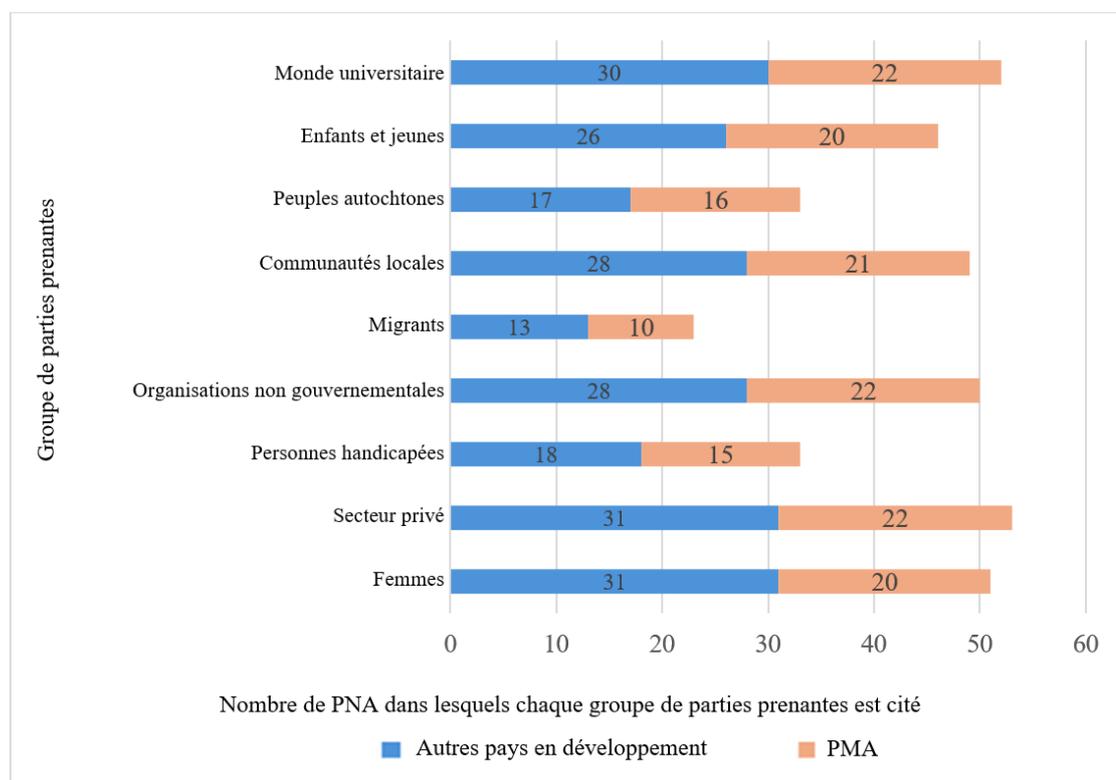
nationales, de projets et programmes nationaux et des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation. Dans sa communication, le Ghana a déclaré qu'il importait d'optimiser les structures et les dispositifs institutionnels existants, de tenir compte des enseignements tirés d'autres interventions et de tirer parti des initiatives locales afin de pouvoir rationaliser le processus d'élaboration et d'exécution des PNA et trouver des solutions à long terme aux difficultés en matière d'adaptation.

3. Adopter une approche participative et transparente

31. Presque tous les pays ont adopté une approche participative aux fins de l'élaboration de leur PNA, dont la plupart mentionnent l'importance qu'il y a à faire participer le milieu universitaire, les peuples autochtones, les communautés locales, le secteur privé, les femmes, les enfants et les jeunes au processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Les différents groupes de parties prenantes qui participent au processus sont indiqués à la figure 4. Le Chili et le Pérou, par exemple, ont élaboré leurs PNA suivant une démarche participative à laquelle ont pris part des acteurs du milieu universitaire, de la société civile, du secteur public, d'institutions travaillant avec des enfants et du secteur privé ainsi que des adolescents, des membres de peuples autochtones, des migrants, des personnes âgées, des personnes handicapées et des jeunes. Le Costa Rica a fait intervenir des membres de la société civile et de plus de 150 institutions représentant les secteurs public et privé, tandis que les Îles Marshall ont mené de vastes consultations auprès de plus de 50 % des pouvoirs publics locaux avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations.

Figure 4

Groupes de parties prenantes cités comme intervenants dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans d'action nationaux, au 31 mars 2024



32. Les pays estiment également qu'il est important de tenir les parties prenantes nationales au courant de l'évolution de la planification et de l'exécution des mesures d'adaptation afin de garantir la transparence. Le Panama, par exemple, a lancé la plateforme nationale pour la transparence en matière de climat pour que le grand public puisse accéder à des informations sur les changements climatiques. Il compte également y intégrer un module sur le PNA afin de communiquer les progrès accomplis dans la planification et l'exécution des mesures d'adaptation.

33. Le secteur privé est de plus en plus reconnu comme étant un intervenant clef dans la planification et l'exécution des mesures d'adaptation puisqu'il est cité dans les 54 PNA et dans toutes les communications des Parties de 2024 comme groupe de parties prenantes jouant des rôles variés dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Dans le cadre de son PNA, la République démocratique du Congo a élaboré une stratégie pour faire participer le secteur privé aux efforts d'adaptation et définir des possibilités d'investissement du secteur dans les activités et les technologies qui favorisent l'adaptation. Le Ghana a fait observer que l'élaboration de cadres réglementaires précis et de mesures d'atténuation des risques et la clarté juridique pouvaient conduire à des conditions favorables aux investissements privés dans les mesures d'adaptation.

4. Tenir compte des groupes, des communautés et des écosystèmes vulnérables

34. Les pays accordent davantage d'importance à l'inclusion des peuples autochtones dans l'élaboration des mesures d'adaptation. Dans son PNA, l'Argentine se dit consciente de la valeur des connaissances et innovations ancestrales et des modes de vie traditionnels de ces peuples ainsi que de leurs contributions notables à l'action climatique et affirme qu'elle en tient compte dans l'élaboration des mesures d'adaptation. Les peuples autochtones et les communautés locales ont aussi joué un rôle essentiel dans l'établissement des projets de PNA de l'Afrique du Sud et du Paraguay, et la République démocratique du Congo s'est efforcée de faire participer les femmes autochtones à l'élaboration et à l'exécution de son PNA en analysant les effets des changements climatiques sur ces femmes et en définissant des mesures pour renforcer leur résilience. De son côté, le Canada a dit avoir l'intention de faciliter l'avancement du programme en faveur de l'action climatique des peuples autochtones dans le cadre de sa stratégie nationale d'adaptation.

35. De nombreux pays²⁴ désignent les jeunes comme des intervenants clefs dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA et voient comme une priorité leur participation aux efforts d'adaptation et à la prise de décisions. Sainte-Lucie a par exemple invité le Réseau des jeunes des Caraïbes pour l'environnement à concourir à l'élaboration de son PNA, et le Bangladesh a défini des stratégies et des interventions visant à inclure les jeunes dans les activités d'adaptation, y compris dans un rôle de direction. Le Tchad fait une priorité de l'accès à la terre et de la promotion d'un entrepreneuriat vert pour les jeunes dans son PNA, et l'Éthiopie a désigné la jeunesse comme critère aux fins de la sélection des moyens d'adaptation dans le sien.

5. S'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et des connaissances traditionnelles et autochtones

36. Les pays sont nombreux à utiliser les mêmes cadres d'évaluation des risques et de la vulnérabilité que pour leurs communications nationales, mais certains se servent d'évaluations déjà menées ou de données fournies par des organismes des Nations Unies, des centres régionaux et des réseaux. L'Argentine, par exemple, a utilisé une version adaptée de la méthode de la chaîne d'impacts proposée dans la publication intitulée *The Vulnerability Sourcebook*²⁵, ce qui lui a permis de mieux comprendre les différents risques climatiques et de sélectionner plus facilement les mesures d'adaptation à prendre.

37. Plusieurs pays s'efforcent continuellement d'élargir leur base de connaissances scientifiques. Le Japon, par exemple, a expliqué que la base de connaissances scientifiques contenue dans son rapport d'évaluation de 2020 sur l'évolution du climat au Japon²⁶ avait plus que doublé par rapport au rapport de 2015, et le Canada établit des modèles climatiques

²⁴ Par exemple, le Cambodge, l'Éthiopie, les Fidji, Kiribati, le Libéria, le Nigéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Sierra Leone et les Tonga.

²⁵ Fritzsche K., Schneiderbauer S., Bubeck P. et al., 2017. *The Vulnerability Sourcebook: Concept and guidelines for standardised vulnerability assessments*. Bonn : Agence allemande de coopération internationale et Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Disponible à l'adresse suivante : https://www.adaptationcommunity.net/download/va/vulnerability-guides-manuals-reports/vuln_source_2017_EN.pdf.

²⁶ Ministère japonais de l'environnement. 2020. *Assessment Report on Climate Change Impacts in Japan*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.env.go.jp/content/000047546.pdf>.

de pointe et mène des études produisant des données et des projections au niveau local qui sont mises à la disposition du public par le Centre canadien des services climatiques.

38. La plupart des pays ont utilisé les profils représentatifs d'évolution de concentration du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC pour établir leurs projections en matière de vulnérabilité, mais certains PNA plus récents mentionnent les profils socioéconomiques présentés dans le sixième Rapport d'évaluation.

39. Les pays ont également jugé utile d'exploiter les synergies entre les connaissances scientifiques et les savoirs autochtones pour améliorer l'action climatique à l'échelon local et en faire profiter plus de ménages. Dans la communauté de Nganyi, dans l'ouest du Kenya, les faiseurs de pluie sont considérés comme des intervenants importants dans la planification participative de scénarios au niveau national du fait de leurs vastes connaissances traditionnelles en matière de prévision des pluies, qu'ils communiquent aux populations locales.

6. Adopter une approche tenant compte des questions de genre

40. Si les questions de genre sont présentes dans presque tous les PNA, les résultats au regard de la participation équitable à l'élaboration du PNA, du rôle joué dans la prise de décisions et de la définition des besoins d'adaptation en fonction du genre sont variables. Quelques exemples de mesures adoptées ou prévues en rapport avec les questions de genre mentionnées dans les PNA et d'autres communications des Parties sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2

Exemples de mesures adoptées ou prévues en rapport avec les questions de genre mentionnées dans les plans nationaux d'adaptation et d'autres communications des Parties

<i>Pays</i>	<i>Mesures liées au genre</i>
Bangladesh	Création du Fonds pour la résilience face aux changements climatiques au Bangladesh au profit des femmes vulnérables, par l'intermédiaire de la Division des gouvernements locaux
Cabo Verde	Prise en compte du genre comme indicateur de performance pour les objectifs d'adaptation prioritaires
Chili	Création de la Table ronde nationale sur le genre et les changements climatiques en 2020 et élaboration de directives concernant la prise en compte des questions de genre dans les PNA
Colombie	Établissement d'un plan d'action en matière de genre à intégrer dans les prochains PNA
États-Unis d'Amérique	Appui à la prise en compte des besoins des femmes et des filles dans les mesures d'adaptation et développement des connaissances et des compétences qui leur permettront de prendre en main les efforts d'adaptation dans leur communauté. Élaboration de la première stratégie nationale relative aux effets des changements climatiques sur les femmes
Éthiopie	Lancement d'une évaluation à l'échelle des systèmes dans trois petits bassins versants représentant les trois principales zones agroécologiques du pays, qui repose sur une approche locale tenant compte des questions de genre et vise à définir des interventions locales propres au contexte susceptibles d'engendrer des changements profonds dans chacun des bassins versants
Fidji	Planification de mesures visant à garantir la participation pleine et effective des femmes à la prise de décisions, l'égalité des chances dans l'accès à des rôles de direction, l'accès équitable aux ressources économiques et aux services financiers et l'égalité des chances résultant des mesures d'adaptation
Ghana	Élaboration d'une stratégie en faveur des questions de genre et organisation d'ateliers de renforcement des capacités sur les changements climatiques et la

<i>Pays</i>	<i>Mesures liées au genre</i>
	prise en compte systématique du genre à l'intention de certaines assemblées métropolitaines, municipales et régionales
Guatemala	Projet d'exécution d'un plan sur le genre et l'action climatique et analyse des questions de genre dans les secteurs prioritaires que sont l'eau, l'énergie, l'agriculture, les forêts et les zones protégées, et les zones côtières
Panama	Établissement d'un plan sur le genre et l'action climatique et priorité donnée aux mesures visant à combler des besoins et des manques particuliers relatifs au genre et aux groupes vulnérables dans l'ensemble des instruments et des politiques qui concernent les changements climatiques
République démocratique du Congo	Établissement d'un plan pour le renforcement de la résilience des femmes autochtones face aux effets des changements climatiques à intégrer dans le PNA

D. Soutien fourni et reçu

1. Aide financière

a) Financement du Fonds vert pour le climat

41. Au 31 mars 2024, 99 pays avaient vu leur demande de financement approuvée au titre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat (FVC). Dans le cadre de ce Programme, un pays peut se voir octroyer jusqu'à 3 millions de dollars des États-Unis pour l'élaboration d'un PNA ou d'autres processus de planification de l'adaptation. L'approbation d'un financement à ce titre prend parfois jusqu'à cinq ans et il faut en moyenne trois à quatre ans (45 mois) pour qu'un pays soumette un PNA après avoir reçu un financement (voir fig. 5). Cependant, plus de 50 % des PNA élaborés à ce jour l'ont été grâce à des ressources autres que celles du Programme. En outre, plusieurs pays sont arrivés à la fin du délai fixé par le Programme sans avoir encore produit ou soumis de PNA.

42. Au 21 mars 2024, 16 des 68 entités nationales à accès direct accréditées par le FVC dans les pays en développement se trouvaient dans des PMA et 8 d'entre elles n'avaient pas encore eu accès au financement du FVC.

43. Au 26 mars 2024, 105 projets nationaux et multinationaux (projets en matière d'adaptation et de nature transversale) concernant 48 pays ayant soumis un PNA avaient été approuvés aux fins de leur exécution au titre du FVC. Sur ces 105 projets, 63 faisaient explicitement référence aux PNA et il a fallu en moyenne dix-neuf mois pour qu'ils soient approuvés (voir fig. 6). Les figures 7 et 8 indiquent le financement total auquel les PMA et les autres pays en développement auront accès au 15 avril 2024.

Figure 5

Temps nécessaire à un pays pour soumettre son plan national d'adaptation après avoir reçu un financement au titre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat

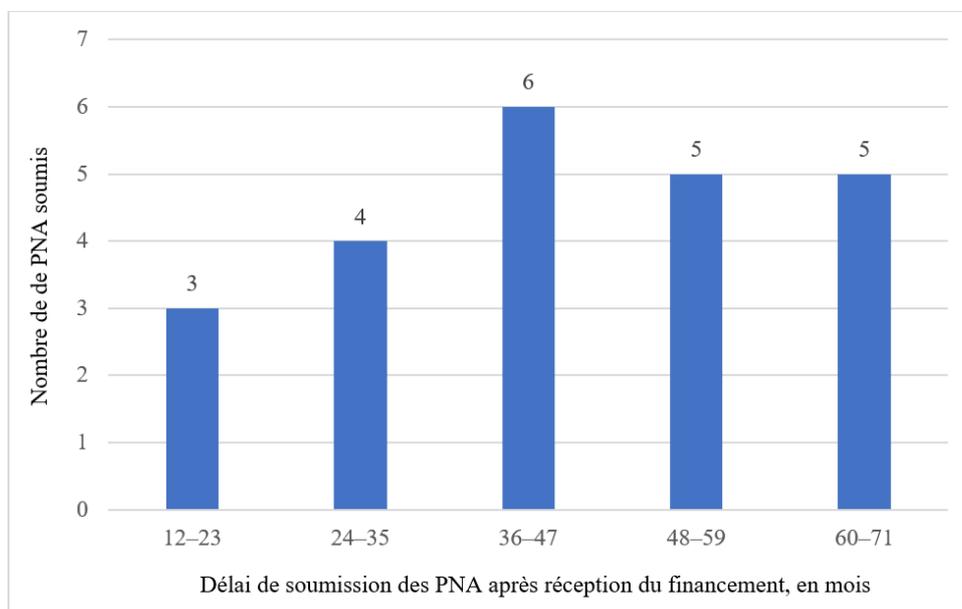


Figure 6

Délai d'approbation des projets figurant dans les plans nationaux d'adaptation en vue de leur exécution dans le cadre du Fonds vert pour le climat

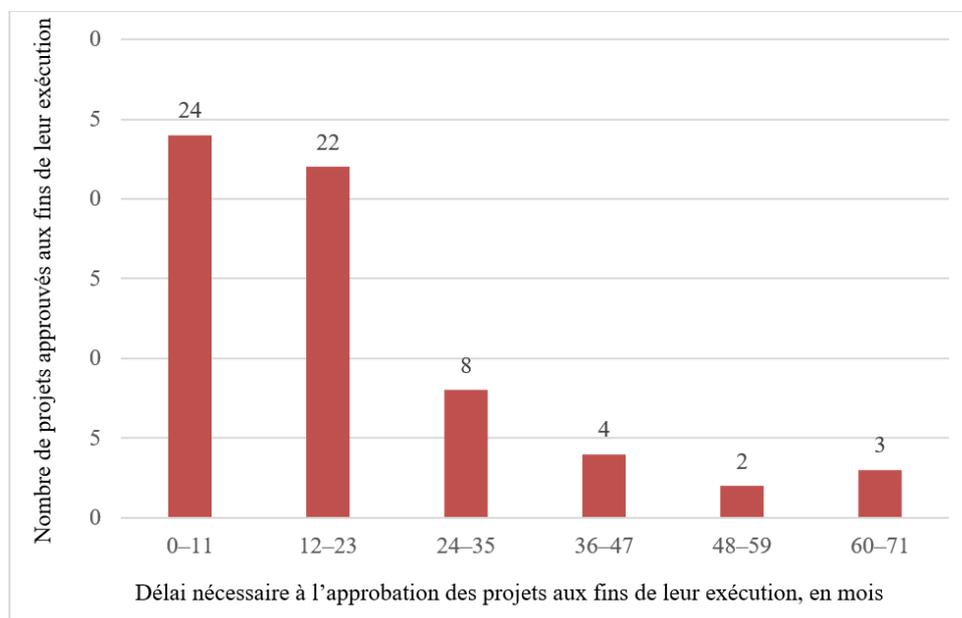


Figure 7
Financement total auquel les pays les moins avancés ont accès au titre du Fonds vert pour le climat au 15 avril 2024
 (En millions de dollars des États-Unis)

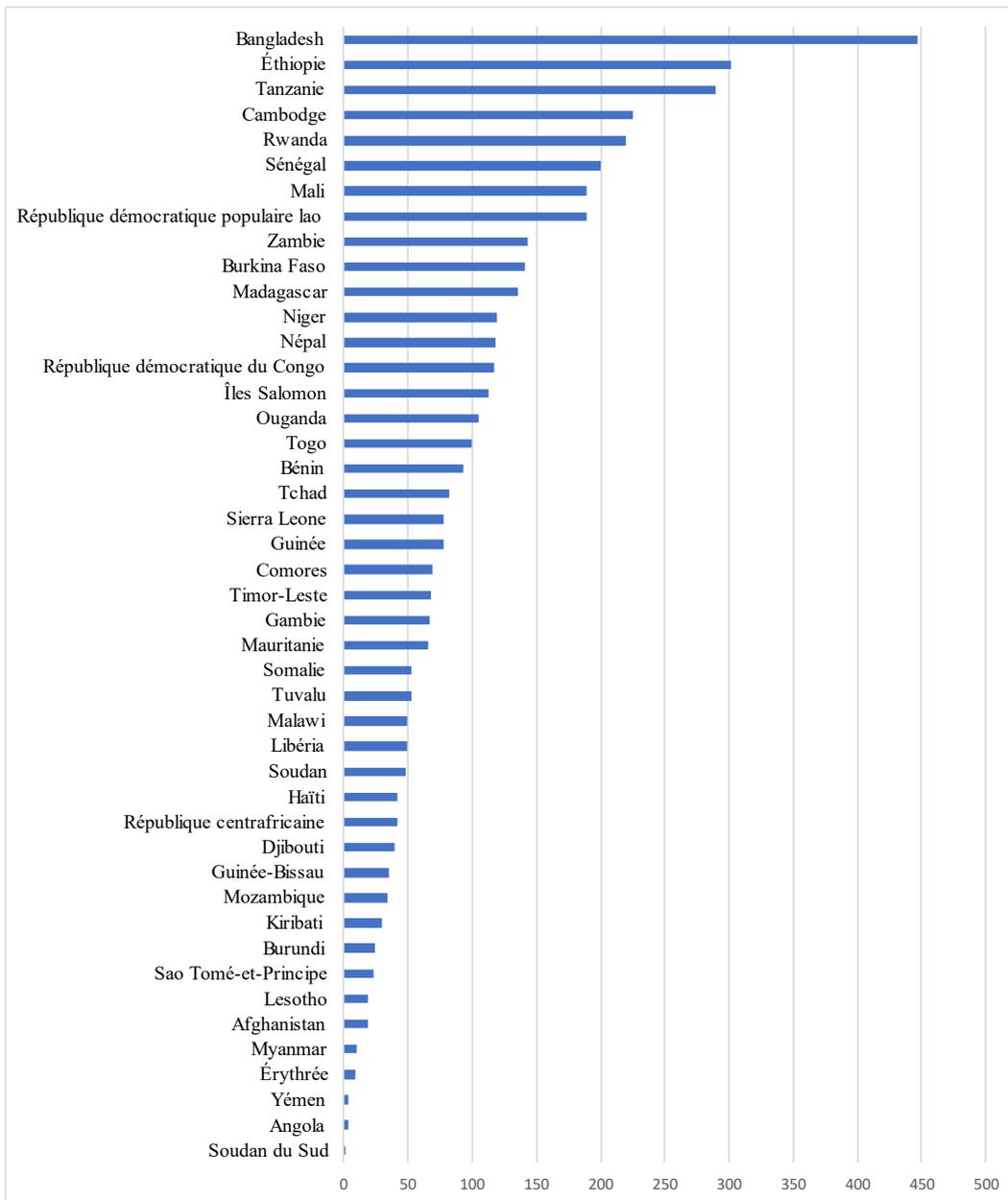
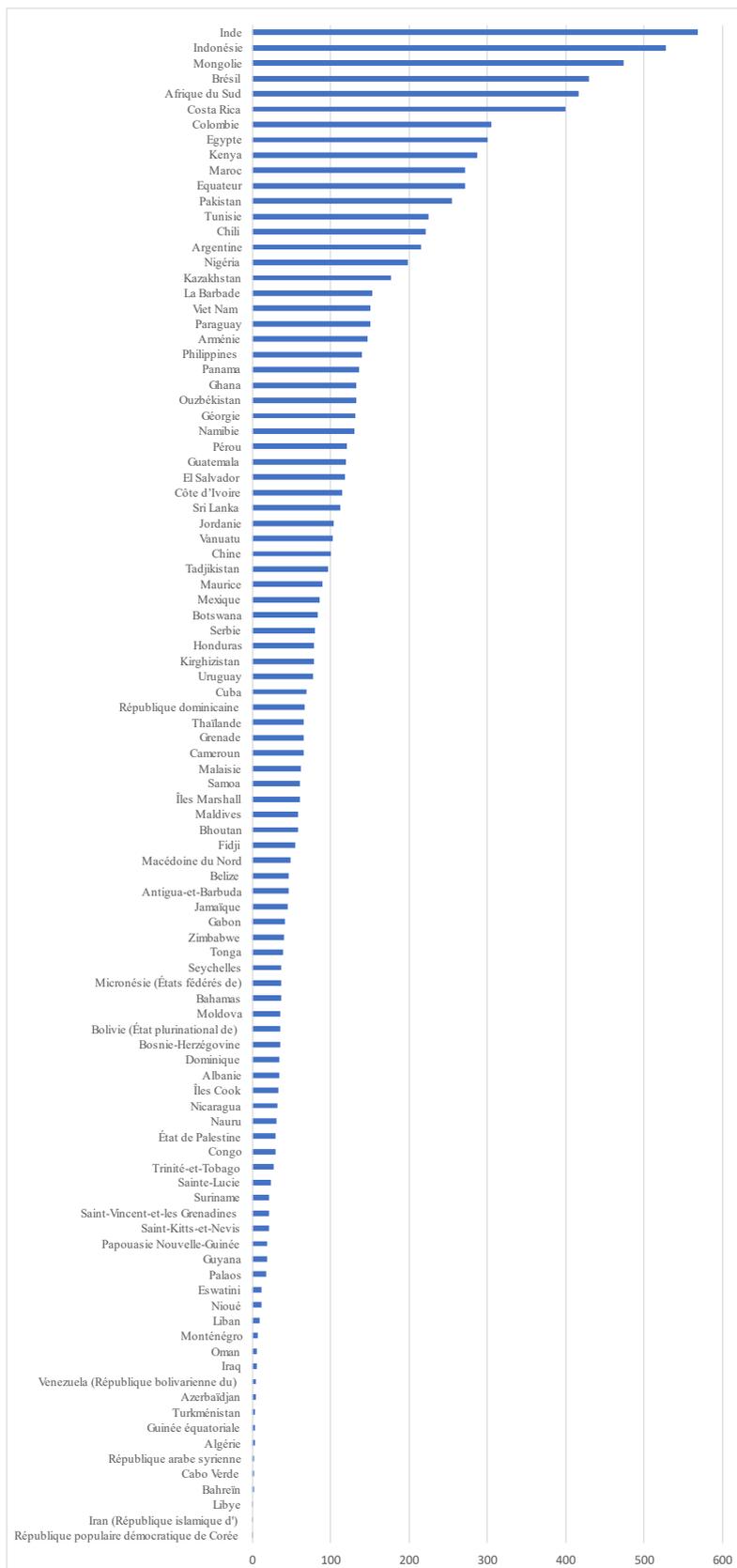


Figure 8
Financement total auquel les autres pays en développement ont accès au titre du Fonds vert pour le climat au 15 avril 2024
 (En millions de dollars des États-Unis)



Note : Andorre, l'Arabie saoudite, le Brunei Darussalam, les Émirats arabes unis, Israël, le Koweït, le Qatar, la République de Corée, Saint-Marin et Singapour n'ont bénéficié d'aucun financement.

b) Financement du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds pour les pays les moins avancés

44. Au cours du septième cycle de reconstitution des ressources du FEM (juillet 2018 à juin 2022), le financement de 67 projets de PMA a été approuvé au titre du Fonds pour les PMA pour un montant total de 508 millions de dollars É.-U. Ces projets prévoient, entre autres, des activités liées au processus d'élaboration et d'exécution des PNA.

c) Financement bilatéral

45. Lors du Sommet des dirigeants du Groupe des Sept en 2021, le Canada a annoncé qu'il doublerait sa participation au financement de l'action climatique, laquelle s'élèvera à 5,3 milliards de dollars É.-U. sur une période de cinq ans (2021-2026). La contribution du Canada à la deuxième reconstitution du FVC (2024-2027), soit 450 millions de dollars É.-U., représentait le double de sa contribution à la première reconstitution. À la vingt-huitième session de la COP, le Canada a fait une annonce de contribution d'un montant de 34,2 millions de dollars au FSCC et de 37,5 millions au Fonds pour les PMA. Il a également contribué à hauteur de 10 millions de dollars au Fonds pour l'adaptation et de 5 millions de dollars à l'Initiative Action pour l'adaptation et la résilience des PMA et s'est engagé à verser 10 millions de dollars au Réseau mondial pour les PNA. En outre, le Canada s'est engagé à verser 315 millions de dollars à l'initiative des Partenariats pour le climat, qui finance des projets de membres de la société civile, des peuples autochtones et d'autres organisations au Canada qui soutiennent l'adaptation aux changements climatiques en Afrique subsaharienne et dans d'autres parties du monde.

46. Depuis de nombreuses années, le Japon soutient financièrement le renforcement des capacités dispensé par le Centre régional de ressources pour l'Asie et le Pacifique de l'Institut asiatique de technologie pour l'élaboration de notes de cadrage à l'intention du FVC. Ce soutien vise à améliorer l'accès au financement nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets d'adaptation pendant la phase d'exécution des PNA. En juin 2023, 24 pays en développement en avaient bénéficié.

47. Le Royaume-Uni s'est engagé à verser 2 milliards de dollars É.-U. dans le cadre de la deuxième reconstitution du FVC, dont la moitié sera affectée aux efforts d'adaptation. Il a également apporté un soutien financier au Réseau mondial pour les PNA en 2021-2023 pour la fourniture d'une assistance technique à 28 pays en développement en vue de l'élaboration d'un PNA ou d'une communication relative à l'adaptation. Le Ghana a été l'un des bénéficiaires de cette assistance technique ; il a reçu l'aide de l'International Institute for Sustainable Development afin d'élaborer son cadre de PNA ainsi qu'une stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Le Royaume-Uni finance également le Water Tracker (outil de suivi pour l'eau), qui vise à faciliter l'intégration à la planification climatique nationale de mesures en faveur de la résilience dans le domaine de l'eau, notamment dans le cadre des PNA. Il est également le principal bailleur de fonds du programme Adaptation et résilience climatiques, doté de 140 millions de dollars, un programme-cadre de recherche copiloté par le Royaume-Uni et le Canada qui aide les gouvernements partenaires, les communautés et le secteur privé à trouver des solutions efficaces face aux changements climatiques, notamment des solutions directement liées aux PNA, en s'appuyant sur des recherches en cours et au moyen de nouvelles recherches. Le Royaume-Uni contribue également financièrement au FEM qui soutient aussi l'élaboration et l'exécution de PNA. Il finance en outre l'Initiative Action pour l'adaptation et la résilience des PMA en vue d'appuyer la Vision 2050 pour les PMA, qui vise à engager tous les PMA sur la voie d'un développement favorisant la résilience face aux changements climatiques d'ici à 2030 et d'une absence d'émissions nettes d'ici à 2050. Dans le cadre de cette initiative, au moins 70 % du financement des projets est destiné aux communautés les plus touchées par les effets néfastes des changements climatiques. Par exemple, l'Ouganda a mis au point un mécanisme de financement de l'action climatique décentralisé dans le cadre de cette initiative, afin de s'assurer que les fonds sont directement versés aux communautés locales.

48. Les États-Unis contribuent financièrement au Fonds pour l'adaptation, au FVC et au Fonds pour les PMA et fournissent une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités dans le cadre de programmes bilatéraux mis en œuvre par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ainsi que dans le cadre de

partenariats multilatéraux à l'échelle mondiale. Grâce à ce financement, le Réseau mondial pour les PNA a soutenu le Programme de sensibilisation aux changements climatiques en Eswatini, qui a permis de mieux faire connaître les PNA, et a effectué des évaluations des vulnérabilités qui ont contribué à la planification de l'adaptation et ont servi de point de référence pour le suivi et l'évaluation au Belize. Les États-Unis ont financé une action globale dans le cadre d'une initiative de lutte contre les changements climatiques en vue de fournir une assistance technique aux pays pour soutenir l'exécution de leurs CDN et de leurs PNA.

49. L'Union européenne indique dans sa communication qu'elle est le principal fournisseur de soutien à l'adaptation au niveau mondial. Elle souligne la nécessité d'accroître encore le soutien financier, notamment celui qui est destiné aux PMA, aux PEID et aux autres pays vulnérables. Elle estime par ailleurs qu'il convient de tenir compte de la totalité des sources de financement afin de renforcer le processus d'élaboration et d'exécution des PNA, y compris du financement public aux niveaux international et national, des financements du secteur privé, des sources de financement innovantes et des financements spéciaux pour les petites et moyennes entreprises, et que les considérations relatives à l'adaptation doivent être prises en compte dans toutes les décisions d'investissement et dans tous les flux financiers.

50. Des pays ont fait état de leurs difficultés à fournir et à recevoir un appui à l'adaptation. Le Honduras a indiqué que les pays qui avaient cessé de bénéficier de l'aide publique au développement avaient ensuite du mal à obtenir d'autres ressources comme un financement bilatéral, pour exécuter leur PNA.

d) Financement national

51. Le Canada s'est engagé à fournir 530 millions de dollars É.-U. d'ici à 2031 pour intensifier et accélérer les mesures d'adaptation fondées sur les communautés prises dans le pays dans le cadre de l'initiative Leadership local pour l'adaptation climatique, mise en œuvre par la Fédération canadienne des municipalités, dans le but de financer plus de 14 000 activités d'adaptation au niveau municipal.

52. Dans le cadre du mécanisme « County for Climate Change Funds » (attribution de fonds pour la lutte contre les changements climatiques au niveau du Comté), le Kenya a constaté une amélioration des résultats en matière d'adaptation dans le pays, avec la mobilisation et l'orientation du financement de l'action climatique vers des niveaux inférieurs de gouvernance et la prise en compte des risques liés aux changements climatiques dans la planification et l'exécution. La décentralisation, à titre pilote, des fonds dans cinq comtés a été l'une des mesures prioritaires prises en application du PNA du Kenya. Cette mesure a par la suite été étendue aux 42 comtés restants dans le cadre du Financing Locally Led Climate Action Program (programme de financement de l'action climatique dirigé localement). Au titre de ce programme, des unités chargées de l'action climatique sont mises en place au niveau des comtés, des évaluations participatives des risques climatiques et des vulnérabilités sont réalisées et une législation et des plans d'action sont élaborés au niveau des comtés pour soutenir le renforcement de la résilience au niveau local, en associant également les communautés vulnérables à la sélection, à la hiérarchisation et à l'application des mesures d'adaptation. Le fait que les fonds soient alimentés par des sources publiques et privées garantit un financement prévisible de l'action climatique, notamment des mesures d'adaptation, et le fait que le financement de l'action climatique passe par un canal unique, à savoir le programme de financement de l'action climatique dirigé localement, facilite la coordination, évite les doubles emplois et permet de mieux suivre les dépenses liées au financement de l'action climatique et d'en rendre compte. En outre, les gouvernements des comtés allouent chaque année au moins 1,5 % de leur budget de développement à l'action climatique, assurant ainsi un financement continu et prévisible.

53. Certains pays, dont le Bangladesh, le Cambodge, le Kenya et la Sierra Leone, ont proposé ou créé des fonds d'affectation spéciale nationaux afin d'orienter l'aide à l'adaptation vers les différents secteurs. La proposition du Kenya prévoit la création du Fonds climatique kenyan dans le but de mettre en commun les fonds pour l'adaptation provenant du Gouvernement kenyan, des partenaires de développement et d'autres parties prenantes afin de renforcer la résilience climatique. Le PNA de la Sierra Leone indique que la création d'un fonds d'affectation spéciale permettant d'orienter l'aide à l'adaptation dans les différents secteurs est l'un de ses objectifs financiers.

2. Assistance technique

a) Assistance des Parties, notamment par l'intermédiaire des programmes et d'initiatives pertinents

54. La plateforme d'information sur l'adaptation aux changements climatiques en Asie-Pacifique a été lancée par le Japon pour promouvoir une prise de décisions fondée sur les risques climatiques et des mesures d'adaptation efficaces dans 37 pays de la région Asie-Pacifique. Elle présente une vue d'ensemble des PNA et des politiques d'adaptation et contient des ressources destinées au renforcement des capacités sectorielles, notamment pour ce qui est de l'exécution des PNA, comme une formation en ligne sur les interventions en cas de catastrophes multiples et en cascade, sur la base de laquelle des guides ont été élaborés dans les langues locales pour le Bangladesh et le Népal.

55. Le Centre des changements climatiques du Pacifique, créé à Samoa avec une aide du Japon sous forme de dons, a renforcé les capacités des ministères et des organismes intervenant dans le domaine des changements climatiques en proposant notamment une formation sur l'adaptation et en améliorant l'accès au financement de l'action climatique.

56. Grâce à la boîte à outils du British Investment Partnership, le Royaume-Uni a aidé le Gouvernement philippin à renforcer ses capacités en matière d'analyse des données climatiques, à estimer les conséquences socioéconomiques des changements climatiques dans les secteurs clés, à élaborer des mesures prioritaires pour le financement de l'adaptation et à établir son plan d'action national.

57. En collaboration avec le Fonds nordique de développement, les États-Unis soutiennent un mécanisme d'assistance technique qui contribue au transfert des technologies d'adaptation. En 2023, ce mécanisme a fourni un financement initial à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour la mise au point d'une technologie qui permet de produire de l'eau potable grâce à l'air et à la lumière du soleil, la pénurie d'eau et l'accès à l'eau potable faisant partie des problèmes énumérés dans le PNA du pays.

58. Dans le cadre du plan d'urgence présidentiel pour l'adaptation et la résilience, les États-Unis soutiennent les mesures visant à encourager la mise en place d'environnements favorables et à utiliser les finances publiques pour inciter le secteur privé à investir davantage dans l'adaptation et les priorités définies dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Dans ce cadre, un appel a notamment été lancé au secteur privé pour qu'il augmente le financement de l'adaptation. En réponse à cet appel, une entreprise s'est engagée à investir dans le renforcement de la résilience climatique de plus de 30 000 agriculteurs dans sa chaîne d'approvisionnement mondiale.

b) Assistance du Groupe d'experts des pays les moins avancés

59. Depuis 2012, le Groupe d'experts a pris les mesures suivantes afin de fournir des directives et une assistance techniques aux pays pour l'élaboration et l'exécution des PNA :

a) Organisation de plusieurs formations pour les PMA dans différentes régions afin de renforcer leurs capacités en ce qui concerne le processus des PNA ;

b) Élaboration de directives techniques pour l'élaboration et l'exécution des PNA, ainsi que de documents complémentaires à celles-ci ;

c) Lancement d'une plateforme contenant du matériel complémentaire mis au point par le Groupe d'experts et les organisations concernées afin d'offrir des informations détaillées sur certaines étapes du processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;

d) Organisation de l'Expo PNA mondiale et de plusieurs Expos régionales pour faciliter l'échange de données d'expériences et encourager les partenariats ;

e) Création et gestion de la plateforme NAP Central, qui fait office de registre central de toutes les informations relatives aux PNA, des documents des PNA et des produits et résultats pertinents liés au processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;

f) Lancement de l'initiative sur les PNA ouverts, qui vise à fournir un appui global aux PMA et à d'autres pays souhaitant élaborer et exécuter des PNA en recueillant le

plus large éventail possible de contributions de toutes les parties prenantes désireuses de participer à l'initiative, notamment par l'intermédiaire des dialogues nationaux sur les PNA, qui offre une plateforme sur laquelle le Groupe d'experts peut dialoguer avec les équipes de pays chargées des PNA sur les progrès, les obstacles et les besoins de soutien dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;

g) Lancement de l'initiative sur les données des PNA, qui vise à aider les pays à intégrer les données et les résultats d'analyses dans les PNA et les produits connexes, à utiliser des données de haute qualité et à rester au fait des tendances mondiales en matière de libre accès, de partage des données et d'utilisation d'outils de pointe ;

h) Lancement de l'initiative visant à constituer une réserve de projets pour l'exécution des PNA afin d'aider les PMA, avec le soutien des partenaires d'exécution concernés, à élaborer des idées de projets susceptibles de donner lieu à des propositions visant à mettre en œuvre les priorités en matière d'adaptation associées à leur PNA et à les soumettre pour financement au Fonds pour l'adaptation, au FVC ou au Fonds pour les PMA. Au 31 décembre 2023, 40 PMA avaient élaboré 92 idées de projets, dont 6 ont fait l'objet de notes de cadrage et 4 ont pu être soumises pour financement au FVC et au Fonds pour les PMA, dans le cadre de cette initiative ;

i) Création et tenue à jour d'un fichier d'experts nationaux et régionaux des PMA pouvant apporter leur concours à l'élaboration et à l'exécution des PNA.

c) Assistance d'autres organes constitués au titre de la Convention

60. Le Comité de l'adaptation, le Groupe consultatif d'experts, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, le Comité permanent du financement et le Comité exécutif de la technologie ont entrepris diverses activités liées au processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Ils ont notamment élaboré des rapports de synthèse, des recueils et des évaluations portant sur certains des éléments du processus (prise en compte des risques et recensement des besoins et des lacunes dans le domaine technique et en matière de renforcement des capacités s'agissant des effets des changements climatiques et des mesures d'adaptation) ; sur l'élaboration des communications nationales ; sur les approches de la gestion des risques et sur le recensement des besoins en matière de financement de l'action climatique.

d) Assistance du groupe de travail technique sur les plans nationaux d'adaptation et de ses sous-groupes

61. Le groupe de travail technique sur les PNA et ses quatre sous-groupes (directives techniques pour les PNA, appui à l'exécution des PNA, suivi des PNA et forums multipartites) aident le Groupe d'experts à s'assurer le concours d'un large éventail d'organisations et d'experts afin de fournir un appui et des conseils techniques sur l'élaboration et l'exécution des PNA, notamment en produisant des directives techniques, en examinant les projets de PNA, en élaborant des documents techniques, en organisant des formations, en réfléchissant aux moyens de combler les lacunes et de répondre aux besoins liés à l'élaboration et à l'exécution des PNA, à l'utilisation de l'outil de suivi et d'évaluation des progrès, à l'initiative sur les PNA ouverts et à la plateforme NAP Central. L'examen des projets de PNA aboutit à l'élaboration de PNA plus solides, car il permet de prendre en compte les contributions techniques et le retour d'information du Groupe d'experts et des organismes et organisations des Nations Unies qui font partie du groupe de travail technique sur les PNA.

62. Sur les 54 PNA soumis, 16 font référence aux différents outils complémentaires évoqués au paragraphe 59 c) ci-dessus, ainsi qu'à d'autres directives utilisées pour leur élaboration. L'annexe III contient une liste des outils complémentaires mentionnés dans ces PNA.

e) Assistance par l'intermédiaire de l'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation

63. L'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation (UN4NAPs)²⁷, lancée par le secrétariat en 2021, est une initiative de soutien technique rapide des Nations Unies conçue pour répondre aux demandes techniques immédiates des PMA et des PEID s'agissant de l'élaboration et de l'exécution des PNA. Elle offre une plateforme permettant aux pays de communiquer leurs besoins en matière d'assistance technique, qui sont ensuite immédiatement communiqués aux partenaires concernés figurant sur une liste de plus de 50 organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales participantes. Quatre catégories d'assistance technique peuvent être fournies par l'intermédiaire de l'initiative : réponse par courrier électronique à des questions techniques directes ; fourniture de données ou de supports de connaissance précis (jeux de données, outils analytiques et documents directifs, etc.) ; développement des capacités techniques et participation à plus long terme ; et examen des projets de PNA. Au 1^{er} mars 2024, plus de 30 pays avaient soumis plus de 150 demandes d'assistance technique.

f) Assistance des organisations concernées

64. D'autres organisations concernées ont également apporté leur soutien au processus des PNA. Une vue d'ensemble de l'aide fournie figure dans l'annexe IV et des exemples précis d'aide au renforcement des capacités sont donnés dans l'annexe V.

E. Lacunes et besoins

65. Les difficultés, obstacles, lacunes et besoins liés au processus d'élaboration et d'exécution des PNA ont été recensés au fil du temps dans le cadre des divers forums et ateliers de formation, notamment au moyen de l'initiative sur les PNA ouverts ; des dialogues nationaux sur les PNA ; des réponses au questionnaire en ligne et d'autres travaux menés dans le cadre du Comité de l'adaptation, du Groupe d'experts des PMA et du Comité de Paris sur le renforcement des capacités. Les Parties ont fourni des contributions supplémentaires dans les observations qu'elles ont faites en 2024. On trouvera ci-après un résumé des lacunes et des besoins liés à l'élaboration et à l'exécution des PNA et du processus sous-jacent.

66. Pour combler les lacunes et pourvoir aux besoins liés à l'élaboration des PNA, il convient :

- a) De simplifier les propositions de planification soumises au FVC pour financement et d'accélérer leur traitement ;
- b) D'accéder rapidement au financement du FVC pour la planification des PNA et d'établir un programme de travail flexible, sans devoir disposer de capacités importantes, dans la mesure où l'appui à la planification est également conçu pour renforcer les capacités ;
- c) De combler les lacunes en matière de capacités techniques pour le traitement et la prise en compte des scénarios relatifs aux changements climatiques dans les évaluations de la vulnérabilité et des risques, ainsi que dans la recherche de solutions d'adaptation à moyen et à long terme ;
- d) D'évaluer les coûts de l'adaptation et de l'exécution des PNA en renforçant les capacités techniques.

67. Pour combler les lacunes et pourvoir aux besoins liés à l'exécution des PNA, il convient :

- a) De simplifier le processus de financement de l'exécution des mesures d'adaptation afin qu'il soit plus rapide et de l'assouplir tout au long du cycle d'approbation du projet ;
- b) D'offrir la possibilité d'exécuter les PNA dans le cadre du Mécanisme financier de la Convention pour compléter la possibilité actuelle d'appui au processus

²⁷ Voir <https://unfccc.int/UN4NAPs>.

d'élaboration des PNA dans le cadre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du FVC ;

c) De recenser les besoins en capacités techniques pour le calcul des coûts et l'évaluation des mesures d'adaptation ;

d) De combler les lacunes en matière de capacités des équipes nationales afin qu'elles disposent des compétences nécessaires pour étudier les possibilités de financement mixte et les modes de financement novateurs pour l'exécution des PNA ;

e) D'élaborer des notes de cadrage susceptibles d'attirer des sources de financement diversifiées de la part des ministères des finances, des institutions de financement du développement, des banques multilatérales de développement et du secteur privé ;

f) De répondre de manière adéquate et efficace aux critères d'approbation du projet, par exemple pour ce qui est de la justification climatique ;

g) D'exécuter le PNA comme un tout, plutôt que de s'attacher à la mise en œuvre des différents projets, afin de permettre la réalisation de progrès d'ensemble en matière d'adaptation pouvant également être mesurés par les outils de suivi et d'évaluation de l'adaptation ;

h) De développer à plus grande échelle ou de reproduire les projets et programmes en matière d'adaptation menés à bien, dont beaucoup étaient des activités pilotes, de manière à ce qu'ils puissent répondre aux besoins de tous les groupes et communautés vulnérables d'un pays ;

i) De mettre au point des approches programmatiques ou de participer aux programmes régionaux et mondiaux d'exécution des PNA existants ;

j) D'augmenter le nombre de projets figurant dans la réserve de projets de nombreuses entités à accès direct, notamment grâce au renforcement des capacités en matière d'élaboration et d'approbation des projets ;

k) De fournir un financement adéquat et prévisible, notamment par l'intermédiaire de mécanismes d'accès direct ;

l) De faciliter l'accès à une aide financière pour le déploiement de technologies d'adaptation au climat, de soutenir l'utilisation de techniques locales et autochtones et de renforcer le transfert de technologies et l'échange de connaissances.

68. Pour combler les lacunes et pourvoir aux besoins liés au processus, il convient :

a) De mettre au point des solutions novatrices pour assurer le financement du soutien au processus d'élaboration et d'exécution des PNA de manière prévisible et continue entre les cycles d'aide à la préparation et à la soumission du PNA, afin de maintenir les capacités humaines et institutionnelles et de les renforcer ;

b) De fournir un financement pour faire avancer le processus des PNA avant de bénéficier de l'appui du FVC à la planification des PNA ;

c) De définir différentes possibilités de financement pour les différentes étapes du processus des PNA (renforcement des capacités, évaluation, élaboration du plan, soumission de propositions pour l'exécution, appui à l'exécution, suivi et évaluation, etc.) ;

d) De donner la priorité à l'adaptation dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA mené avec les bailleurs de fonds (comme le mécanisme de financement) de même que dans les processus politiques et de développement nationaux, notamment dans le cadre des programmes et au sein des ministères compétents ;

e) D'accroître la disponibilité des outils de collecte et de traitement des données nationales relatives aux variables climatiques et aux risques et vulnérabilités socioéconomiques et l'accès à ces outils ;

f) De fournir davantage d'informations aux PMA sur les scénarios climatiques à échelle réduite et au niveau local en raison de la faible couverture spatiale des stations météorologiques de ces pays ;

g) D'améliorer l'accès à l'aide au renforcement des capacités, aux méthodes et aux outils permettant d'évaluer les risques liés aux changements climatiques et d'établir des indicateurs pour évaluer les processus d'adaptation ;

h) D'améliorer le processus de suivi et d'évaluation, du financement aux capacités techniques, afin de sélectionner les outils et les indicateurs à même de renforcer les dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des systèmes de suivi et d'évaluation ;

i) De renforcer la coopération entre le secteur privé et le secteur public et d'accroître la participation du secteur privé aux mesures d'adaptation, la coopération et la participation étant deux éléments essentiels pour accroître l'ampleur et l'efficacité des initiatives en matière d'adaptation ;

j) De s'attaquer aux nouvelles questions relatives à l'adaptation, comme les migrations forcées et l'aménagement du territoire, afin de quantifier les pertes et les préjudices, en particulier ceux causés par les phénomènes climatiques à évolution lente, de définir les nouveaux domaines dans lesquels des mesures d'adaptation doivent être prises et de détecter les nouveaux problèmes liés au climat ;

k) D'optimiser les synergies en matière d'assistance technique entre les PNA et les processus connexes tels que les pertes et préjudices, les CDN et les stratégies de développement à faible taux d'émission à long terme ;

l) De mettre en place une structure et un appui pour une véritable participation des jeunes.

IV. Autres observations figurant dans les communications des Parties

69. Dans leurs communications, certaines Parties ont suggéré de demander à la COP et à la CMA de contribuer à parts égales aux futures évaluations des progrès réalisés dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA. D'autres Parties ont proposé de mettre en place un processus automatique de suivi et d'évaluation à la vingt-neuvième session de la COP afin de s'assurer que les priorités en matière d'adaptation définies dans les PNA sont mises en œuvre rapidement et que les pays en développement en bénéficient. Des Parties ont également proposé que l'examen du processus d'élaboration et d'exécution des PNA se poursuive pendant les sessions du SBI jusqu'en 2028, en tenant compte de l'évaluation des progrès et des décisions pertinentes concernant les PNA, comme le Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale.

Annexe I

Vue d'ensemble des décisions relatives aux plans nationaux d'adaptation

[Anglais seulement]

<i>Year</i>	<i>Decision</i>	<i>Mandate</i>
2010	Decision 1/CP.16	Decided to establish a process to enable LDC Parties to formulate and implement NAPs, building upon their experience in preparing and implementing national adaptation programmes of action, as a means of identifying medium- and long-term adaptation needs and developing and implementing strategies and programmes to address those needs Invited other developing country Parties to employ the modalities formulated to support NAPs
2011	Decision 5/CP.17	Invited, encouraged or requested Parties, UNFCCC constituted bodies, the operating entities of the Financial Mechanism, United Nations organizations, and bilateral, multilateral, intergovernmental, and other international and regional organizations to provide information related to the process to formulate and implement NAPs Adopted the initial guidelines for the formulation of national adaptation plans Established the two objectives and four elements of the process to formulate and implement NAPs
2011	Decision 3/CP.17	Decided that the GCF will support developing countries in pursuing project-based and programmatic approaches in accordance with climate change strategies and plans, such as NAPs
2012	Decision 12/CP.18	Requested the GEF to provide funding from the LDCF to enable activities for the preparation of NAPs by the LDCs and to consider, through the SCCF, how to enable activities for the preparation of the process to formulate and implement NAPs for developing countries that are not LDCs
2013	Decision 18/CP.19	Welcomed the technical guidelines for the formulation and implementation of NAPs
2014	Decision 3/CP.20	Invited LDC Parties and interested developing country Parties that are not LDCs that may wish to do so to forward outputs, including NAP documents, and outcomes related to the process to formulate and implement NAPs, to NAP Central
2015	Decision 1/CP.21	Requested the GCF to expedite support for the LDCs and other developing country Parties for the formulation of NAPs, consistent with decisions 1/CP.16 and 5/CP.17, and for the subsequent implementation of policies, projects and programmes identified therein
2016	Decision 6/CP.22	Noted with appreciation the decision of the Board of the GCF to approve up to USD 3 million per country through the GCF Readiness and Preparatory Support Programme to support the formulation of NAPs and/or other national adaptation planning processes
2018	Decision 8/CP.24	Requested the LEG to consider gaps and needs related to the process to formulate and implement NAPs that have been identified through the relevant work of the LEG and the AC and how to address them

<i>Year</i>	<i>Decision</i>	<i>Mandate</i>
2019	Decision 7/CP.25	Requested the AC and the LEG to continue to include in their reports information on the gaps and needs related to the process to formulate and implement NAPs identified in undertaking their mandated work and on how to address them
2021	Decision 3/CP.26	Requested SBI 60 to initiate the assessment of progress in the process to formulate and implement NAPs referred to in paragraph 19 of decision 8/CP.24 and to make recommendations on this matter for consideration and adoption at COP 29; and decided on actions and steps necessary for the SBI to initiate the assessment
2022	Decision 9/CP.27	Requested the AC and the LEG to continue to identify the priority gaps and needs of developing countries related to the process to formulate and implement NAPs, the progress of each country in this process and any obstacles and challenges faced; to enhance their work in addressing the priority gaps and needs, obstacles and challenges identified through their work; and to organize training for developing country Parties on addressing identified gaps and needs, which could be held in conjunction with the NAP Expo, the Adaptation Forum or other events outlined in their respective work programmes
2023	FCCC/SBI/2023/10, para. 81 (conclusions)	The SBI requested those LDCs that have formulated NAPs to submit them to the UNFCCC as soon as possible after completion
2023	Decision 1/CMA.5	Called on Parties that have not yet done so to have in place their NAPs, policies and planning processes by 2025 and to have progressed in implementing them by 2030

Annexe II

Exemples de mesures de suivi et d'évaluation relatives au processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation, tirés des communications des Parties

[Anglais seulement]

<i>Country</i>	<i>Monitoring and evaluation efforts</i>
Chile	Chile is building a monitoring and evaluation system that will align with its biennial transparency reporting obligations under the Convention and the obligations set out in its national action report on climate change
Colombia	Colombia is working to develop a monitoring and evaluation system that uses indicators to determine the effectiveness of adaptation measures
Costa Rica	Costa Rica is in the process of operationalizing the National Climate Change Metrics System, a platform for monitoring and evaluating progress towards and determining means of implementation of adaptation action using tailored indicators
Guatemala	Through the Capacity-building Initiative for Transparency, Guatemala is working to establish a system for monitoring and reporting on support needed and received, lessons learned and best practices in relation to implementing adaptation action
Honduras	Honduras has intensified its efforts to strengthen its monitoring and evaluation capacities, especially in relation to food security and water resources
Panama	Panama has developed a national monitoring and evaluation system for adaptation that uses 21 indicators to assess progress in implementing national-level adaptation action, which it plans to report in its 2024 biennial transparency report
Peru	Peru uses indicators to measure the level of implementation of adaptation action at the individual action and national level

Annexe III

Liste du matériel complémentaire associé aux directives techniques du plan national d'adaptation mentionné dans les plans nationaux d'adaptation

[Anglais seulement]

Country	Guidelines
Albania	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)^a</i> <i>Supporting NAP development with the PROVIA guidance: a user companion (SEI)^b</i> <i>Making adaptation count: concepts and options for monitoring and evaluation of climate change adaptation (GIZ)^c</i>
Argentina	<i>Risk supplement to the vulnerability sourcebook: Guidance on how to apply the vulnerability sourcebook's approach with the new IPCC AR5 concept of climate risk (GIZ)^d</i> <i>The vulnerability sourcebook (GIZ)</i> <i>Ecosystem-based adaptation briefing note series^e (UNEP)</i>
Bangladesh	<i>Supporting NAP Development with the PROVIA Guidance: A user companion (SEI)</i> <i>Toolkit for gender-responsive process to formulate and implement national adaptation plans (NAP Global Network)^f</i> <i>Addressing agriculture, forestry and fisheries in national adaptation plans (FAO)^g</i> <i>WHO guidance for climate-resilient and environmentally sustainable health care facilities (WHO)^h</i> <i>Toolkit for engaging the private sector in national adaptation plans (NAPs) (NAP Global Network)ⁱ</i> <i>Guidelines for integrating ecosystem-based adaptation into national adaptation plans: supplement to the UNFCCC NAP technical guidelines (UNEP)^j</i> <i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>
Benin	<i>The vulnerability sourcebook (GIZ)</i> <i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>
Cabo Verde	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>
Fiji	<i>A framework for gender-responsive national adaptation plan processes (NAP Global Network)^k</i> <i>Vertical integration in national adaptation plan processes (NAP Global Network)^l</i> <i>Options for ecosystem-based adaptation in coastal environments (UNEP)^m</i>
Grenada	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i> <i>NAP Align: Recommendations for aligning national adaptation plan processes with development and budget planning (GIZ)ⁿ</i> <i>Developing national adaptation monitoring and evaluation systems: A guidebook (GIZ)^o</i>
Haiti	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>
Niger	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>
Saint Vincent and the Grenadines	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i> <i>Developing national adaptation monitoring and evaluation systems: A guidebook (GIZ)</i> <i>Addressing agriculture, forestry and fisheries in national adaptation plans (FAO)</i>
South Africa	<i>Climate services for supporting climate change adaptation: supplement to the technical guidelines for the national adaptation plan process (WMO)^p</i> <i>Addressing gender equality in climate change adaptation (NAP Global Network)^q</i>
Sudan	<i>Integrating climate change adaptation into development planning: A practice-oriented training based on an OECD Policy Guidance (GIZ)^r</i>
Togo	<i>The stocktaking for national adaptation planning (SNAP) tool (GIZ)</i>

Country	Guidelines
Uruguay	<i>Addressing agriculture, forestry and fisheries in national adaptation plans</i> (FAO)
Zambia	<i>Climate services for supporting climate change adaptation: supplement to the technical guidelines for the national adaptation plan process</i> (WMO)

^a See <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Supplements/GIZ%20NAP%20SNAP%20factsheet%202014.pdf>.

^b Bisaro A, Hinkel J, Davis M, et al. 2014. *Supporting NAP development with the PROVIA Guidance: A user companion*. Available at <https://www.sei.org/publications/supporting-nap-development-with-the-provia-guidance-a-user-companion>.

^c Spearman M and McGray H. 2011. *Making Adaptation Count Concepts and Options for Monitoring and Evaluation of Climate Change Adaptation*. Available at http://pdf.wri.org/making_adaptation_count.pdf.

^d GIZ and EURAC. 2017. *Risk Supplement to the Vulnerability Sourcebook Guidance on how to apply the Vulnerability Sourcebook's approach with the new IPCC AR5 concept of climate risk*. Available at https://www.adaptationcommunity.net/wp-content/uploads/2017/10/GIZ-2017_Risk-Supplement-to-the-Vulnerability-Sourcebook.pdf.

^e See <https://www.unep.org/resources/factsheet/ecosystem-based-adaptation-briefing-note-series>.

^f NAP Global Network and Adaptation Committee. 2019. *Toolkit for a Gender-Responsive Process to Formulate and Implement National Adaptation Plans (NAPs)*. Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development. Available at <https://napglobalnetwork.org/resource/toolkit-for-gender-responsive-national-adaptation-plans>.

^g Karttunen K, Wolf J, Garcia C, et al. 2017. *Addressing Agriculture, Forestry and Fisheries in National Adaptation Plans: Supplementary Guidelines*. Rome: FAO. Available at <http://www.fao.org/in-action/naps/resources/detail/en/c/1039752>.

^h WHO. 2021. *WHO Guidance for climate resilient and environmentally sustainable health care facilities*. Available at <https://www.paho.org/en/documents/who-guidance-climate-resilient-and-environmentally-sustainable-health-care-facilities#:~:text=The%20aim%20of%20this%20guidance,minimizing%20the%20release%20of%20waste>.

ⁱ Crawford A, Church C and Ledwell C. 2020. *Toolkit for Engaging the Private Sector in National Adaptation Plans (NAPs): Supplement to the UNFCCC Technical Guidelines for the NAP Process*. NAP Global Network and UNFCCC. Winnipeg, Manitoba, Canada: International Institute for Sustainable Development. Available at <https://napglobalnetwork.org/resource/toolkit-for-engaging-the-private-sector-in-national-adaptation-plans-naps>.

^j UNEP. 2021. *Guidelines for Integrating Ecosystem-based Adaptation into National Adaptation Plans: Supplement to the UNFCCC NAP Technical Guidelines*. Nairobi: UNEP. Available at <https://wedocs.unep.org/20.500.11822/36703>.

^k Dazé A and Dekens J. 2017. *A Framework for Gender-Responsive National Adaptation Plan (NAP) Processes*. Available at <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2017/07/napgn-en-2017-a-framework-for-gender-responsive-nap-processes.pdf>.

^l Dazé A, Price-Kelly H and Rass, Nikola. 2016. *Vertical Integration in National Adaptation Plan (NAP) Processes: A guidance note for linking national and sub-national adaptation*. Available at <https://napglobalnetwork.org/resource/vertical-integration-national-adaptation-plan-nap-processes/>.

^m UNEP. 2016. *Options for Ecosystem-based Adaptation in Coastal Environments*. Available at <https://www.unep.org/gan/resources/toolkits-manuals-and-guides/options-ecosystem-based-adaptation-coastal-environments>.

ⁿ See <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Supplements/GIZ%20NAPAlign%2025.11.14.pdf>.

^o Price-Kelly H, Hammill A, Dekens J, et al. 2015. *Developing national adaptation monitoring and evaluation systems: A guidebook*. Bonn and Eschborn, Germany: GIZ. Available at https://www.adaptationcommunity.net/download/uploads/giz2015_Developing_national_adaptation_M&E_systems_-_A_guidebook.pdf.

^p WMO. 2016. *Climate Services for Supporting Climate Change Adaptation: Supplement to the Technical Guidelines for The National Adaptation Plan Process*. Available at <https://library.wmo.int/records/item/55070-climate-services-for-supporting-climate-change-adaptation?offset=1>.

^q See <https://napglobalnetwork.org/resource/infographic-addressing-gender-equality-in-climate-change-adaptation/>.

^r Frankel-Reed J, Fröde-Thierfelder B, Porsché L, et al. 2011. *Integrating climate change adaptation into development planning: A practice-oriented training based on an OECD Policy Guidance, Training Manual*. Available at <https://www.oecd.org/dac/environment-development/45856020.pdf>.

Annexe IV

Exemples d'appui fourni par des organisations aux pays en développement pour l'élaboration et l'exécution de plans nationaux d'adaptation, notamment par l'intermédiaire de programmes et de réseaux de soutien, au 1^{er} février 2024

1. Le Réseau mondial pour les PNA relie plus de 2 000 participants de 158 pays actifs dans l'élaboration et l'exécution des PNA. Il a fourni des conseils d'experts et apporté une assistance technique directe et un appui au renforcement des capacités direct à 64 pays (dont 24 PMA et 15 PEID) par l'intermédiaire du centre d'appui aux pays et de programmes d'appui aux PNA dans les pays ; facilité l'apprentissage par les pairs pour ce qui est des possibilités et des difficultés liées aux PNA pour 67 pays ; et mis au point plus de 300 supports de connaissances sur le processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Un soutien a été fourni dans le cadre du Réseau pour ce qui est de la prise en compte des considérations de genre et de l'inclusion sociale dans les mesures d'adaptation ; du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage en matière d'adaptation ; de la participation du secteur privé aux initiatives en matière d'adaptation ; de l'élaboration de stratégies de communication pour les PNA ; de l'élaboration de stratégies de financement et de mobilisation des ressources ; du renforcement des liens entre les mesures prises aux niveaux national et infranational ; de la prise en compte des approches d'adaptation fondée sur les écosystèmes dans les PNA ; et de la mise en concordance des PNA avec les processus de consolidation de la paix. Le Réseau fonctionne principalement grâce au soutien financier du Gouvernement des États-Unis et des Gouvernements autrichien et canadien ; des ministères fédéraux allemands de la coopération économique et du développement et de l'environnement, de la protection de la nature, de la sécurité nucléaire et de la protection des consommateurs ; du Département des affaires étrangères de l'Irlande ; et du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni.

2. S'appuyant sur le programme PNA-Ag (intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation), 12 pays reçoivent un appui dans le cadre de l'initiative Scaling up Climate Ambition on Land Use and Agriculture (Programme d'appui à l'intensification de l'ambition climatique pour l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation), lancée en 2021 et mise en œuvre par la FAO et le PNUD avec le soutien de l'Initiative internationale pour le climat, lancée par l'Allemagne, qui complète les projets d'adaptation soutenus par le PNUD dans près de 100 pays en développement. Ce programme, qui se poursuivra jusqu'en 2025, soutient une action climatique porteuse de transformations dans les secteurs de l'utilisation des terres et de l'agriculture, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en augmentant les absorptions, et en renforçant la résilience et la capacité d'adaptation face aux changements climatiques. Le Private Sector Engagement Facility (mécanisme de mobilisation du secteur privé), créé en 2022 dans le cadre de ce programme, a lancé un appel à candidatures dans les PMA dans le but d'accélérer les investissements dans les pratiques agricoles à faible émission de carbone et résilientes face aux changements climatiques en mobilisant les acteurs du secteur privé pour l'exécution des CDN et des PNA. En juillet 2023, un deuxième appel à manifestation d'intérêt a été lancé, ciblant les PEID et les pays à revenu intermédiaire. En outre, le Cambodge, la Côte d'Ivoire et le Sénégal s'approprient à élaborer des PNA pour le secteur de l'agriculture avec le soutien de la FAO.

3. En tant que membre de l'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes fournit un appui dans le domaine des PNA en examinant les projets de PNA, en donnant des orientations et en organisant des formations et des ateliers par l'intermédiaire de son programme de gestion globale des risques climatiques et des catastrophes²⁸. En 2023, il a fourni une assistance technique à 39 pays et territoires pour la mise en œuvre d'une approche globale de

²⁸ Voir <https://www.undrr.org/crm>.

la planification et de l'application de mesures de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation et 15 de ces pays ont déjà bien avancé dans l'intégration de ces mesures à leurs plans et stratégies. Des stratégies de réduction des risques de catastrophe étant désormais en place dans 129 pays, il est possible de favoriser des approches intégrées de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe et la cohérence des mesures prises à cet effet.

4. Le Programme d'appui mondial aux plans nationaux d'adaptation, un programme PNUD-PNUE financé par le FEM, a aidé plus de 60 PMA et pays en développement à recenser leurs besoins techniques, institutionnels et financiers pour intégrer l'adaptation dans la planification et les cadres de financement nationaux à moyen et long terme avant la clôture opérationnelle du Fonds en décembre 2021.

5. Dans le cadre de l'Initiative internationale sur le climat, 21 projets financés à hauteur de 116,8 millions d'euros ont été mis en œuvre dans le but de soutenir le processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Ces projets portent sur 33 pays, dont 13 PMA, et bénéficient du soutien d'organisations de réalisation telles que CARE International, la FAO, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'International Institute for Sustainable Development, l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam, le PNUD et l'OMM, ainsi que d'organisations locales. En plus de ces 21 projets, de nombreux projets menés dans le cadre d'autres initiatives offrent un appui aux PNA en tant qu'objectif secondaire.

6. En collaboration avec les parties prenantes de l'initiative Blue Planet, qui relève du Groupe sur l'observation de la Terre, le Climate Service Center Germany élabore des outils d'information sur l'adaptation des zones côtières et fournit des informations sur les changements climatiques, ainsi que sur la modélisation climatique et l'aide à la prise de décisions et à la recherche en Afrique. Il élabore également pour les différents PMA, des fiches d'information sur le climat, qu'il s'efforce de mettre à jour ou d'étoffer sur demande.

7. Depuis 2010, la GIZ a aidé 52 pays à entreprendre des activités liées au processus d'élaboration et d'exécution des PNA : organisation de consultations des parties prenantes, mise au point de systèmes de suivi et d'évaluation et définition d'indicateurs dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA. Elle fournit un soutien bilatéral ou multilatéral en étroite collaboration avec les parties prenantes du Programme d'appui mondial aux PNA ou du Réseau mondial pour les PNA.

8. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) propose des outils pratiques et conviviaux ainsi qu'une assistance technique pour l'application du plan d'action pour la période 2022-2024 de l'Équipe spéciale chargée de la question des déplacements de population du Mécanisme international de Varsovie, parmi lesquels un guide technique sur l'intégration des liens entre la mobilité des êtres humains et les changements climatiques dans les processus nationaux de planification pertinents en matière de changements climatiques, tels que le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation, en complément des directives techniques du Groupe d'experts des PMA pour le processus d'élaboration et d'exécution des PNA.

9. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) soutient, par l'intermédiaire du Mécanisme de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local, les efforts d'adaptation de plus de 350 collectivités locales représentant plus de 16 millions de personnes dans différentes régions. Une collaboration s'est nouée dans le cadre du FENU avec différents organes constitués au titre de la Convention, notamment le Groupe d'experts des PMA et le Comité permanent du financement, afin de faciliter le processus d'élaboration et d'exécution des PNA par l'intermédiaire des systèmes de planification et de budgétisation.

10. Le PNUD a fourni une assistance technique à 32 des 53 PNA qui avaient été soumis au 1^{er} février 2024, et continue de soutenir d'autres pays dans le but d'augmenter le nombre de soumissions. Il a également aidé 39 pays à accéder au financement du FVC pour les PNA ; a aidé plus de 100 pays, dont 42 PMA, à accéder aux fonds multilatéraux pour mettre en œuvre des projets en matière d'adaptation ; et a aidé 28 pays à élaborer des stratégies de financement de l'adaptation.

11. Le PNUE a soutenu la mise en œuvre de projets d'adaptation dans 20 PMA depuis 2002, et a aidé 9 PMA à élaborer leur PNA ; l'un d'entre eux a soumis son plan. Le PNUE a également aidé quatre PMA à élaborer ou à soumettre des propositions en vue de bénéficier d'un financement du FVC pour l'élaboration de leur PNA.

12. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) aide les pays à élaborer les composantes des PNA qui ont trait à la santé et à mener des évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation en matière de changements climatiques. Elle a publié des directives sur l'élaboration et la mise en œuvre des composantes des PNA relatives à la santé, portant notamment sur les critères de qualité, a mis à jour des directives sur la réalisation des évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation en matière de changements climatiques, et des directives sur les mesures d'adaptation pour la santé, par exemple sur les établissements de santé résilients face au changement climatique et écologiquement viables. En 2022, l'OMS a lancé l'Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé afin d'aider les pays à appliquer les engagements en matière de santé qu'ils ont pris à la vingt-sixième session de la COP, s'agissant notamment de l'élaboration de plans nationaux d'adaptation du secteur de la santé.

13. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) contribue aux projets de PNA des pays par l'intermédiaire du groupe de travail technique sur les PNA et de l'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation ; organise des ateliers de formation régionaux pour aider les pays à améliorer les informations climatologiques en vue de leur utilisation dans le cadre du PNA ; et, grâce à ses diverses plateformes d'information, contribue à résoudre les problèmes liés à l'insuffisance des capacités qui entravent la production des produits de connaissance essentiels.

Annexe V

Exemples de soutien au renforcement des capacités pour le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation grâce à l'organisation d'ateliers de formation et de cours dispensés entre 2019 et 2023, comme indiqué dans les rapports annuels sur les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution des plans nationaux d'adaptation et dans les communications présentées en application des dispositions du paragraphe 3 a) de la décision 3/CP.26

[Anglais seulement]

<i>Body/organization</i>	<i>Capacity-building support</i>
Commonwealth Climate Finance Access Hub	Human and institutional capacity-building support for accessing climate finance targeting small or vulnerable member States with limited capacities
FAO and UNDP through NAP-Ag	Development of a training guide on mainstreaming gender in adaptation planning in the agriculture sector through the NAP-Ag programme in collaboration with UNDP; capacity-building for decision makers to conduct a cost-benefit analysis of adaptation actions in the agriculture sector through the NAP-Ag programme
GIZ	Provision of EUR 11 million in funding through the InsuResilience Solutions Fund to the Global Risk Modelling Alliance to support countries in the Global South in building adequate risk modelling capacities and developing models to inform risk strategies
Global Water Partnership	Organization of a technical workshop on climate-resilient water projects and accessing GCF resources, targeting Bangladesh, Botswana, Georgia, Grenada, the Lao People's Democratic Republic, Pakistan, Peru, Thailand, Tonga and Vanuatu
IOM	Organization of a global workshop on mainstreaming matters pertaining to human mobility in NAPs
LEG	Development of an online training course, in collaboration with other UNFCCC constituted bodies and relevant organizations, for the LDCs on implementing the Paris Agreement; organization of NAP writing workshops for the Africa and Asia and the Pacific regions
NAP Global Network	Capacity-building for monitoring and evaluating adaptation action and integrating gender considerations into NAPs; organization of peer learning and knowledge exchange events on NAPs
NAP Global Network, NAP-GSP	Organization of a webinar for francophone LDCs on monitoring and evaluating adaptation action and the impact of the coronavirus disease 2019 pandemic on the process to formulate and implement NAPs
NAP-GSP	Organization of training workshops focusing on tools for reviewing and prioritizing adaptation action, as well as adaptation financing and adaptation innovations; organization of a virtual South-South knowledge exchange forum on NAPs; development, in collaboration with UNITAR, of a self-paced online course on the process to

<i>Body/organization</i>	<i>Capacity-building support</i>
	formulate and implement NAPs, including a module on integrating ecosystem-based adaptation into NAPs
Pan American Health Organization	Provision of support to 16 Caribbean countries ^a to enhance capacity to adapt to, and to reduce, the impacts of climate change on public health
SLYCAN Trust	Organization of virtual capacity-building workshops on engaging civil society groups in NAP formulation in Chad, Malawi, Mozambique and Niger
UNCDF	Development, in collaboration with UNITAR, of a training programme to enhance stakeholder understanding of how to integrate a subnational dimension into the process to formulate and implement NAPs
UNDP	Provision of hands-on training and sharing knowledge on developing project proposals to formulate and implement NAPs
UNEP	Organization of regional training workshops for the LDCs in Africa and Asia and the Pacific and capacity-building for more than 100 technicians on NAP guidelines, appraisal tools and project development
UNITAR and NAP-GSP	Launch of three introductory NAP e-tutorials on adaptation in the water sector, financing climate action and prioritizing adaptation options during planning and implementation in Arabic, English, French and Spanish
United Nations Office for Disaster Risk Reduction	Conduct of a regional workshop on integrated disaster risk reduction and adaptation planning in 10 countries in Africa and 17 in the Caribbean
United States Agency for International Development	Provision of training on vulnerability assessments in Senegal; organization of peer learning workshops and demand-driven training on selected topics pertaining to adaptation planning, NAP development and adaptation finance in Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan
WMO	Impact-based capacity-building targeting many countries through the Climate Risk and Early Warning Systems initiative; launch of an online training course on integrating climate risk information into NAPs; ^b development of an online and an in-person training course on strengthening the delivery of climate services and quality management; organization of regional training workshops targeting Southern African, South Asian and South East Asian countries on understanding the climate science basis required for developing the GCF Readiness Programme proposal and climate information for specific needs and requirements

^a Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Cuba, Dominica, Dominican Republic, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Suriname, and Trinidad and Tobago.

^b See <https://unccelearn.org/course/view.php?id=60&page=overview>.